

AVEC UN TAUX DE RÉUSSITE DE 83,13% AU BEM TIZI OUZOU EN TÊTE AU NIVEAU NATIONAL

PAGE 5

Les résultats de l'examen du Brevet d'enseignement moyen révèlent une amélioration globale des acquis scolaires ainsi que la dynamique positive des établissements éducatifs à travers le pays.

Législatives
2026

LIENS DOUTEUX ET ANTÉCÉDENTS JUDICIAIRES

Le cœur des exclusions

PAGES 2 et 3

Entre exigences légales, recours judiciaires et décisions contestées, la bataille électorale se joue aussi sur le terrain administratif.

- Financement de la campagne électorale : L'Anie rappelle les obligations des candidats
- Campagne électorale : Plaidoyer pour l'unité et le développement
- A l'approche du scrutin : Les partis fourbissent leurs armes



Installation du conseil d'administration de l'AAP Nouveau départ pour l'investissement

PAGE 6



Saison estivale 2026 Cap sur la diversification des offres

PAGE 4

Mondial 2026 Les Verts prêts à défier l'Argentine

PAGE 13



**L'ÉCHO DES
RÉSEAUX SOCIAUX**



Le danger des bouteilles en plastique

PAGE 15

Législatives
2026

Campagne électorale Plaidoyer pour l'unité et le développement

À travers les meetings, les rencontres de proximité et les rassemblements organisés dans plusieurs wilayas du pays, les formations politiques ont mis en avant la nécessité de renforcer le front interne à travers une large participation au scrutin.

Intervenant, hier, lors d'un meeting organisé à la salle omnisports d'Oran, la secrétaire générale du Parti des travailleurs (PT), Louisa Hanoune, a insisté sur l'importance de renforcer le front interne qui constitue, selon elle, un facteur essentiel pour faire face aux défis qui attendent le pays. Pour Louisa Hanoune, ce renforcement passe par la liberté d'organisation. Elle a expliqué que ce sont les partis, les syndicats et les associations qui structurent la société. «Ce sont également eux qui, lorsque cela s'impose, protègent le pays. C'est ainsi que nous pouvons renforcer le front interne», a-t-elle affirmé.

LES ACQUIS SOCIAUX : UNE LIGNE ROUGE

Pour la secrétaire générale du PT, le changement doit s'inscrire dans le cadre d'une mobilisation populaire imposant une rupture avec les politiques impopulaires servant des intérêts minoritaires. Elle a ajouté que le nationalisme comporte des dimensions politiques, économiques et sociales, et que la loyauté à la nation passe par la défense des plus vulnérables ainsi que par la préservation des acquis de l'indépendance.

Dans ce contexte, elle a affirmé que le caractère social de l'État constitue une ligne rouge. Pour Louisa Hanoune, la gratuité de la santé et de l'éducation ainsi que les transferts sociaux sont intouchables. Elle a également plaidé pour la définition d'un seuil de pauvreté afin de permettre une révision des salaires et du SNMG, en adéquation avec le pouvoir d'achat.



OUVRIR DE NOUVEAUX HORIZONS

La secrétaire générale du PT a souligné, à cette occasion, que cette échéance électorale représente un moyen et non une fin pour son parti. «Nous participons parce qu'il s'agit d'une étape qui nous permet de contribuer à la satisfaction des besoins des citoyens et à l'ouverture de nouvelles perspectives, notamment pour les plus démunis», a-t-elle déclaré.

Depuis Oran, où elle était venue soutenir la liste de son parti, Louisa Hanoune a estimé qu'«il est temps pour le PT de retrouver sa place au sein de l'Assemblée populaire nationale». Une place qui lui permettrait d'accompagner les travailleurs, les jeunes et les femmes, tout en consolidant le parti à travers l'élargissement de sa

base militante. Pour Louisa Hanoune, «le but ultime est l'instauration d'une véritable souveraineté populaire».

ATTACHEMENT À L'HISTOIRE

Poursuivant sa tournée à travers le pays, le secrétaire général du Rassemblement national démocratique (RND), Mounder Bouden, s'est rendu, hier matin, dans la wilaya de Tizi Ouzou, où il a tenu à rendre hommage à cette région.

Lors d'un rassemblement populaire, il a souligné que «Tizi Ouzou a vu naître des dirigeants et de nombreuses personnalités restés gravés dans la mémoire et l'histoire de l'Algérie». «Nous nous mobilisons pour cette wilaya par respect pour son histoire, sa diversité culturelle et son patrimoine national», a-t-il ajouté.

EN FINIR AVEC LA BUREAUCRATIE

Évoquant les difficultés rencontrées par l'Eniem et le secteur du tourisme dans la wilaya, le SG du RND a indiqué que «nous avons besoin d'une véritable volonté politique pour renforcer le développement local et éviter de réduire certaines régions à leur seule vocation agricole».

Mounder Bouden a regretté que certaines zones côtières à forte valeur paysagère aient été affectées par une urbanisation anarchique, soulignant la nécessité d'une vision claire du développement. Selon lui, il est temps de changer certaines mentalités qui entravent la mise en place d'un véritable tissu touristique en raison de la bureaucratie.

SOUTENIR LE TOURISME

Dans ce contexte, il a précisé que le RND propose la création d'une agence spécialisée chargée d'accompagner les efforts de développement du secteur touristique, avec pour objectif la création d'une grande région touristique capable de rivaliser avec les destinations internationales.

Le secrétaire général du RND a souligné que Tizi Ouzou a besoin d'un soutien accru pour son développement, notamment dans le domaine du tourisme. Il a ajouté que son parti est disposé à soutenir toute initiative allant dans ce sens. «Notre programme n'est ni théorique ni philosophique, mais repose sur des propositions concrètes et des résultats tangibles sur le terrain», a-t-il conclu.

S. Smati

A L'APPROCHE DU SCRUTIN

Les partis fourbissent leurs armes

La campagne pour les élections législatives du 2 juillet 2026 se poursuit à travers le pays, marquée par la multiplication des rassemblements populaires organisés par les principales formations politiques. Lors de meetings tenus à Mostaganem, Djelfa et Alger, les dirigeants du Mouvement de la société pour la paix (MSP), du Mouvement El-Bina et du Front de libération nationale (FLN) ont exposé leurs visions respectives du développement national, tout en appelant les citoyens à une forte participation au scrutin. Au sixième jour de campagne, les discours des principaux partis convergent autour de plusieurs thématiques majeures : le renforcement de la confiance dans les institutions, la création d'emplois, la diversification économique, la protection de la jeunesse et la consolidation de la souveraineté nationale.

RESTAURER LA CONFIANCE

À Mostaganem, le président du MSP, Abdelali Hassani Cherif, a estimé que les élections constituent une opportunité de renforcer le lien entre les citoyens et les institutions de l'État.

Selon lui, la confiance doit être restaurée dans le processus politique et électoral afin de consolider la relation entre les citoyens et leurs représentants. Il a également dénoncé ce qu'il considère comme des pratiques administratives ayant conduit à l'exclusion de certaines listes électorales, citant notamment la wilaya de Sétif. Le responsable politique a articulé le programme de son parti autour de



trois axes : la confiance, la souveraineté et le décollage économique. Il a insisté sur la nécessité de renforcer la souveraineté nationale dans ses dimensions économique, alimentaire, hydrique, énergétique, technologique et numérique.

Abdelali Hassani Cherif a également plaidé pour une diversification de l'économie nationale afin de réduire la dépendance aux hydrocarbures. Évoquant les atouts de Mostaganem, il a souligné ses potentialités agricoles, touristiques, maritimes et universitaires, susceptibles d'en faire un modèle de développement durable et créateur d'emplois.

Il a enfin appelé les électeurs à soutenir les candidats de son parti, présentés comme des cadres capables de porter les préoccupations des citoyens au sein des institutions élues.

L'ÉCONOMIE LOCALE ET LA JEUNESSE

À Djelfa, le président du Mouvement El-Bina, Abdelkader Bengrina, a mis en avant les importantes ressources agricoles et pastorales de la région.

Il a salué le programme de développement engagé dans la wilaya, comprenant plus de 430 opérations pour un investissement estimé à plus d'un milliard de dollars, tout en appelant à accélérer la réalisation des projets et à lever les contraintes bureaucratiques. Selon lui, Djelfa constitue un pilier stratégique de la sécurité alimentaire nationale grâce à son potentiel dans l'élevage ovin ainsi que dans la production de viande et de lait. Il a plaidé pour le développement d'industries de transformation afin de créer de la valeur ajoutée et des emplois.

Le président d'El-Bina a également exprimé sa préoccupation face aux risques pesant sur la jeunesse, notamment la propagation de la drogue et des substances psychotropes. Il a salué les efforts des services de sécurité et appelé à une mobilisation collective des ins-

titutions, des médias et de la société civile. Par ailleurs, il a dénoncé les campagnes de désinformation diffusées sur certaines plateformes numériques, estimant qu'elles visent à fragiliser la cohésion nationale.

L'APPEL DU FLN

À Alger, les responsables du Front de libération nationale ont placé leur campagne sous le signe de la mobilisation. Le secrétaire général du parti a affirmé que le FLN aborde ces élections dans un esprit de responsabilité nationale, considérant ce rendez-vous comme une occasion de consolider la confiance entre les citoyens et les institutions de l'État.

Il a rappelé que le FLN se veut une force politique permanente, engagée dans la défense des intérêts du pays au-delà des échéances électorales. Selon lui, les futurs députés du parti auront pour mission de porter les préoccupations des citoyens au sein de l'Assemblée populaire nationale.

D'autres responsables du parti ont insisté sur l'attachement historique du FLN aux valeurs de la Révolution et appelé les militants à poursuivre leur mobilisation en faveur de ses listes.

À moins de trois semaines du scrutin du 2 juillet, les formations politiques multiplient les déplacements de terrain dans l'espoir de convaincre les électeurs et de renforcer leur présence au sein de la future Assemblée populaire nationale.

I. Khermane

**Législatives
2026**

LIENS DOUTEUX ET ANTÉCÉDENTS JUDICIAIRES LE CŒUR DES EXCLUSIONS

Entre exigences légales, recours judiciaires et décisions contestées, la bataille électorale se joue aussi sur le terrain administratif.

A quelques semaines du scrutin législatif prévu le 2 juillet 2026, le processus électoral est marqué par une montée des crispations politiques et juridiques, après la publication tardive de la liste définitive des candidatures validées par l'Autorité nationale indépendante des élections (Anie). Une étape cruciale intervenue alors que la campagne était déjà engagée depuis plusieurs jours, ravivant les critiques sur le déroulement global du processus. Selon les chiffres officiels rendus publics par l'Autorité nationale indépendante des élections (Anie), 793 listes ont été validées à travers le territoire national et la circonscription des Algériens établis à l'étranger, représentant 9 854 candidats. Parmi elles, la majorité est portée par des partis politiques, tandis que 125 listes indépendantes complètent l'offre électorale. Au total, 61 listes ont été rejetées, concernant 842 candidats, sur un ensemble de 854 dossiers examinés.

LES TENDANCES MISES EN AVANT

La structure des candidatures fait apparaître plusieurs tendances mises en avant par l'institution électorale : 21% des candidats sont des femmes, 54% ont moins de 40 ans et 47% disposent d'un niveau universitaire. Des indicateurs que l'Anie présente comme le reflet d'une certaine ouverture générationnelle et sociale de la compétition électorale. Cependant, ces données globales sont éclipsées par l'ampleur des rejets individuels et les motifs invoqués, qui suscitent de vives controverses. L'Anie a notamment



indiqué que 1 762 candidats ont été écartés en raison de liens supposés avec des milieux d'affaires jugés «douteux», tandis que 1 141 autres ont été exclus en raison de condamnations judiciaires non réhabilitées. À ces cas s'ajoutent des motifs variés : non-respect des conditions légales, transhumance politique, irrégularités fiscales, absence de documents administratifs ou encore incompatibilités liées à certaines fonctions. Au niveau des listes, les rejets s'expliquent principalement par des manquements structurels : insuffisance de candidats, défaut de parrainages, non-respect des quotas de jeunes ou de femmes, ou encore absence de remplacement après invalidation de candidats. Autant d'éléments qui illustrent la complexité administrative et juridique encadrant la validation des candidatures.

Mais au-delà des statistiques, ce sont les décisions intervenues tardivement qui alimentent les tensions politiques. Plusieurs formations affirment avoir découvert des invalidations après le lancement de la campagne, une situation qui a provoqué incompréhension et contestation au sein de partis déjà engagés sur le terrain. Parmi les cas les plus commentés figure l'annulation de la liste du Mouvement El Bina à Alger, une circonscription stratégique de 31 sièges. L'exclusion serait liée à l'impossibilité de remplacer des candidats invalidés dans les délais, entraînant la chute de l'ensemble de la liste. Une décision lourde de conséquences pour un parti qui avait obtenu une représentation significative lors du précédent scrutin. D'autres formations politiques ont également été touchées. Le parti Jil Jadid a contesté l'annulation de sa liste dans la cir-

conscription des Algériens de France, estimant avoir obtenu des validations initiales avant un revirement administratif. Dans la même circonscription, un député de la diaspora a également dénoncé son exclusion malgré le dépôt de son dossier, évoquant des motifs changeants au fil des recours. Les partis de la majorité n'ont pas été épargnés. Des listes du Front de libération nationale (FLN) et du Rassemblement national démocratique (RND) ont été rejetées dans certaines wilayas, provoquant des retraits et des contestations locales. Ces décisions ont accentué le sentiment d'instabilité autour des règles d'éligibilité et de leur application.

UN CONTENTIEUX ÉLECTORAL CHARGÉ

Sur le plan juridique, l'Anie affirme avoir traité 2 370 recours introduits devant les juridictions administratives, dont seulement 120 ont été acceptés. Un taux de validation particulièrement faible qui témoigne, selon certains observateurs, de la rigidité du cadre légal et de la difficulté pour les candidats d'obtenir réparation après rejet. Au final, ces législatives apparaissent comme un scrutin marqué par une atmosphère politique et juridique soutenue, où les enjeux administratifs et juridiques prennent une place aussi importante que la compétition politique elle-même. Entre validation tardive des listes, exclusions controversées et multiplication des recours, le processus électoral se déroule dans un climat de contestation qui pourrait peser sur la perception de la transparence du scrutin du 2 juillet.

Assia M.

FINANCEMENT DE LA CAMPAGNE ÉLECTORALE

L'Anie rappelle les obligations des candidats

À l'approche des élections législatives du 2 juillet 2026, la Commission de contrôle du financement de la campagne électorale, relevant de l'Autorité nationale indépendante des élections (Anie), a adressé un rappel aux responsables financiers des listes en lice. Elle insiste sur le strict respect des procédures encadrant les dons et contributions financières. Conformément à la législation en vigueur, tout don reçu dans le cadre de la campagne doit donner lieu à la délivrance d'un reçu remis au donateur. Une copie de ce document doit être transmise sans délai, par voie électronique, à la Commission de contrôle du financement de la campagne électorale. L'Anie rappelle également que l'ensemble des reçus délivrés devra être intégré au compte de campagne complet, lequel sera déposé à l'issue du scrutin. Cette procédure s'inscrit dans le dispositif de transparence et de traçabilité visant à garantir la régularité du financement des campagnes électorales.

FRONT EL MOUSTAKBAL

Boutbig plaide pour des institutions solides

Lors d'un meeting populaire animé hier à la maison de la culture Houari-Boumediene de Sétif dans le cadre de la campagne pour les législatives du 2 juillet prochain, le président du Front El-Moustakbal, Fateh Boutbig, a plaidé pour l'élection d'un Parlement «fort» capable d'accompagner les grandes réformes engagées dans le pays. Selon lui, la conjoncture actuelle exige des institutions solides en mesure d'assumer

pleinement leurs missions législatives, de contrôle et de proposition. Il a estimé que le Parlement doit constituer un partenaire essentiel dans la mise en œuvre des transformations que connaît l'Algérie à différents niveaux. Évoquant la place de l'Algérie sur la scène internationale, Fateh Boutbig a affirmé que le pays est devenu un acteur pivot en Afrique grâce à une diplomatie qu'il a qualifiée de claire ainsi qu'à des positions

constantes sur les principales questions régionales et internationales. Il a considéré que cette présence reflète le statut et l'influence croissante de l'Algérie dans son environnement. Le président du Front El-Moustakbal a également qualifié les prochaines élections législatives d'étape décisive, appelant les citoyens à choisir leurs représentants sur la base de critères de compétence, d'intégrité et d'engage-

ment au service de l'intérêt général. Abordant la participation de sa formation à cette échéance, il a indiqué que le Front El-Moustakbal a misé sur des candidats alliant jeunesse et compétence. Selon lui, ces profils disposent des capacités nécessaires pour relever les défis, porter les préoccupations des citoyens et contribuer à leur prise en charge au sein des institutions élues.

TAJ

«Les femmes, un acteur clé de la décision politique»

La présidente du parti Tajamou Amel El Djazair (TAJ), Fatima-Zohra Zerouati, a mis, hier, l'accent sur l'importance de la participation des femmes à cette échéance électorale, aussi bien en tant que candidates qu'en tant qu'électrices. Elle a estimé, lors d'un meeting populaire animé à M'sila, que les femmes constituent un axe essentiel dans la prise de décision politique et que

leur présence dans les assemblées élues contribue au renforcement de la représentation citoyenne. Selon elle, leur implication doit se traduire à la fois par une candidature accrue, notamment à la tête des listes électorales, et par une participation significative au vote. La présidente de TAJ a, par ailleurs, renouvelé son appel à une forte mobilisation des électeurs lors du scrutin du 2

juillet. Elle a invité les citoyens à soutenir les candidats de sa formation politique, affirmant qu'ils disposent des compétences nécessaires pour porter les préoccupations de la population et contribuer à leur prise en charge au sein des institutions élues. Évoquant sa tournée à travers plusieurs wilayas depuis le lancement de la campagne électorale, Fatima-Zohra

Zerouati a indiqué que les échanges directs avec les citoyens lui ont permis de constater un intérêt grandissant pour les profils proposés par les partis ainsi que pour le contenu des programmes présentés. Elle a considéré que cette attention portée aux compétences et aux projets traduit une conscience politique accrue et un sens des responsabilités de la part des électeurs.

SAISON ESTIVALE 2026

Cap sur la diversification des offres

Un programme national a été mis en place pour assurer la continuité des services essentiels durant la saison estivale.

C'est depuis la wilaya de Tizi Ouzou que le ministre de l'Intérieur, des Collectivités locales et des Transports, Saïd Sadioued, a procédé, hier, au lancement officiel de la saison estivale 2026. Une cérémonie marquée par un discours axé sur la modernisation du secteur touristique, la sécurité des estivants et la valorisation des potentialités nationales.

Dans son allocution, le ministre a souligné que le choix de Tizi Ouzou pour abriter cet événement revêt une forte symbolique, cette wilaya étant présentée comme l'une des destinations touristiques les plus attractives du pays, grâce à la complémentarité de ses atouts naturels, entre littoral, montagne et richesse culturelle.

Le ministre a insisté sur une approche stratégique du tourisme qui dépasse le seul cadre balnéaire. Selon lui, la saison estivale ne se limite plus aux plages, mais englobe désormais le tourisme de montagne, thermal, écologique, culturel et saharien. Une orientation visant à promouvoir la diversité des territoires et à faire du tourisme un levier de développement économique local.

Cette vision s'inscrit, a-t-il ajouté, dans la politique nationale de valorisation des ressources naturelles et patrimoniales, avec pour objectif de renforcer l'attractivité de l'Algérie et de générer des opportunités économiques, notamment en matière d'emploi.

11 MILLIARDS DE DINARS POUR L'AMÉNAGEMENT DES PLAGES

Sur le plan opérationnel, le ministre a annoncé un important dispositif financier consacré à la préparation de la saison estivale. Plus de 11 milliards de dinars ont été mobilisés pour l'aménagement et l'équipement des plages et fronts de mer.

Ce programme a permis l'ouverture de 470 plages réparties sur 119 communes côtières dans 14 wilayas, dont 9 nouvelles plages. Une initiative qui vise à améliorer les conditions d'accueil des estivants et à élargir les espaces de détente disponibles.

Le dispositif de préparation intègre également un volet sécuritaire et préventif. Les autorités ont renforcé les moyens de la Protection civile, notamment avec l'attribution de 3 170 postes supplémentaires, afin de



mieux faire face aux risques saisonniers, en particulier les incendies de forêt et les noyades. Par ailleurs, les forces de sécurité — police, gendarmerie, protection civile et garde-côtes — ont été mobilisées pour assurer une présence accrue sur les plages et dans les zones touristiques, garantissant la sécurité des citoyens et la rapidité d'intervention en cas d'incident.

LUTTE CONTRE LES ABUS

Le ministre a également rappelé l'entrée en vigueur des nouvelles dispositions encadrant l'exploitation touristique des plages, appelant à une application stricte de la loi et à la lutte contre toute forme d'occupation illégale du littoral.

Il a souligné que les mesures prises ces dernières années ont permis de réduire significativement les pratiques abusives et de garantir la gratuité d'accès aux plages, tout en améliorant la qualité des services proposés.

La saison estivale coïncidant avec le retour de nombreux membres de la diaspora, des mesures spécifiques ont été annoncées pour améliorer leur accueil dans les ports, aéroports et postes frontaliers. L'objectif est de réduire les délais d'attente et de simplifier les procédures administratives.

Un programme national a également été mis en place pour assurer la continuité des services essentiels durant l'été, notamment l'eau, l'électricité et les services énergétiques, en parallèle d'activités culturelles, sportives et de loisirs destinées aux familles et aux jeunes.

La protection de l'environnement a occupé une place centrale dans le discours ministériel. Les autorités ont insisté sur la nécessité de préserver la propreté des plages et des espaces publics, en renforçant la coordination entre les différents services et en impliquant davantage la société civile.

La prévention des risques sanitaires, notamment les intoxications alimentaires

liées aux fortes chaleurs, a également été mise en avant comme un enjeu de santé publique durant la saison estivale.

UNE MOBILISATION NATIONALE POUR UN ÉTÉ SÉCURISÉ

En conclusion, le ministre a rappelé que le succès de la saison estivale ne se mesure pas uniquement au nombre de visiteurs, mais à la qualité de l'accueil, à la sécurité des citoyens et à la préservation des espaces naturels.

Depuis Tizi Ouzou, il a officiellement déclaré ouverte la saison estivale 2026, appelant à une mobilisation collective pour garantir des vacances sûres, organisées et respectueuses de l'environnement.

MODERNISATION URBAINE

La mise en service progressive du téléphérique de Tizi Ouzou a franchi une nouvelle étape. Le ministre de l'Intérieur, des Collectivités locales et des Transports, Saïd Saïoud, a procédé à l'inauguration de la deuxième section reliant le siège de la wilaya à l'hôpital Sidi Belloua, avant de donner le coup d'envoi de la troisième tranche du projet, qui prolongera la ligne jusqu'à Rjaouna. Sur place, la délégation ministérielle s'est enquis des aspects techniques du projet, notamment ses différentes phases de réalisation et ses caractéristiques fonctionnelles. Les explications fournies ont mis en avant l'impact attendu de cette infrastructure sur l'amélioration de la mobilité urbaine, en particulier vers les zones d'habitation et les structures sanitaires situées à proximité de l'hôpital. Le projet est également présenté comme un levier de désengorgement routier et de dynamisation touristique. La visite a permis à la délégation d'inspecter les installations et de s'informer sur les conditions d'exploitation du téléphérique ainsi que sur les services proposés aux usagers. Longue de 2,5 km, la première section relie la station de Bouhinoun à la nouvelle ville, au stade 1er-Novembre et à M'douha. Conçu comme un mode de transport écologique, ce téléphérique est appelé à jouer un rôle clé dans la fluidification du trafic au chef-lieu de wilaya, régulièrement confronté à d'importants embouteillages.

Synthèse A.M.

SABRI BOUKADOUM REÇU PAR LE MAIRE DE LA VILLE

Lawrence célèbre l'amitié algéro-américaine

Le maire de la ville américaine de Lawrence, Bart Finklday, a reçu officiellement l'ambassadeur d'Algérie aux États-Unis, Sabri Boukadoum, dans le cadre d'une rencontre placée sous le signe du dialogue culturel et du renforcement des relations humaines entre les deux parties. Cette cérémonie, organisée à l'hôtel de ville, a mis en évidence la profondeur des liens qui unissent la communauté algérienne installée à Lawrence et les autorités locales, dans un esprit d'ouverture et de respect mutuel. Au cours de cet échange, l'ambassadeur algérien a tenu à

marquer l'événement par un geste symbolique fort. Il a offert au maire un plat traditionnel algérien fabriqué à la main, véritable pièce artisanale représentant le savoir-faire ancestral du pays. Ce présent, chargé de sens, illustre l'importance de l'hospitalité dans la culture algérienne, ainsi que la place centrale qu'occupent les traditions culinaires et artisanales dans la transmission du patrimoine national de génération en génération. En retour, et dans un geste reflétant l'intérêt croissant de la ville de Lawrence pour la diversité culturelle et les

échanges internationaux, le maire Bart Finklday a offert à l'ambassadeur une œuvre artistique originale réalisée par l'artiste locale Angie Beckman. Cette création retrace, de manière artistique et symbolique, le parcours de l'équipe nationale algérienne de football dans sa préparation et sa qualification pour la Coupe du monde 2026. À travers cette œuvre, la ville rend hommage non seulement aux performances sportives de l'équipe, mais aussi à l'esprit de détermination et de fierté qu'elle incarne pour les Algériens à travers le monde. Les autorités

municipales ont profité de cette occasion pour saluer les contributions remarquables de l'équipe nationale algérienne sur la scène internationale, ainsi que l'engagement de ses supporters. Elles ont également mis en avant le rôle actif joué par la communauté algérienne résidant à Lawrence, qui participe pleinement à la vie sociale, économique et culturelle de la ville. Dans leurs déclarations, les responsables locaux ont exprimé leur reconnaissance envers la diaspora algérienne pour sa capacité à préserver et transmettre ses traditions tout en s'intégrant har-

monieusement dans la société américaine. Ils ont souligné que cette dynamique contribue à enrichir le tissu culturel de Lawrence et à renforcer son identité multiculturelle. Cette rencontre s'inscrit ainsi dans une logique plus large de rapprochement entre les peuples, fondée sur le respect, la compréhension mutuelle et la valorisation des échanges culturels. Elle illustre une volonté commune de consolider des ponts d'amitié durables entre l'Algérie et les États-Unis, à travers des initiatives symboliques mais porteuses de sens.

CRÉBUS

Quotidien national,
édité par la SARL
CELIGNE Éd. & Com.

DIRECTEUR DE PUBLICATION
SAMIR MEHALLA
celigned@gmail.com
cresusdz@gmail.com
Tél. : 044 40 74 96

DIRECTEUR DE REDACTION
SAÏD MEKLA

REDACTRICE EN CHEF
ASSIA MEKHENNEF

Rédaction/Administration

MAISON DE LA PRESSE
TAHAR DJAOUT
1, RUE BACHIR ATTAR
1^{er} MAI - ALGER

Marketing : 0770 150719
dp@cresus.dz
Site : www.cresus.dz
R. C. : 15B 0808682- 09/00

Impression : EPE/SPA SIMPRAL
20 rue de la liberté Alger
Tirage : 3000 exemplaires

« Pour votre publicité
s'adresser à : l'Entreprise
Nationale de Communication,
d'Édition et de publicité »

Agence ANEP 01, avenue
pasteur- Alger

Tél : 020.05.20.91/020.05.10.42
Fax : 020.05.11.48/020.05.13.45
020.05.13.77

E-mail: agence.regie@anep.com.dz
programmation.regie@anep.com.dz
agence.oran@anep.com.dz
agence.annaba@anep.com.dz
agence.ouargla@anep.com.dz
agence.constantine@anep.com.dz

AVEC UN TAUX DE RÉUSSITE DE 83,13 % AU BEM

Tizi Ouzou en tête au niveau national

Les résultats de l'examen du Brevet d'enseignement moyen révèlent une amélioration globale des acquis scolaires ainsi que la dynamique positive des établissements éducatifs à travers le pays.

Les résultats de l'examen du Brevet d'enseignement moyen (BEM), session 2026, confirment une amélioration globale des performances scolaires à l'échelle nationale. Publiés hier par le ministère de l'Éducation nationale, ils mettent en évidence à la fois la stabilité du système éducatif et les efforts soutenus de la communauté pédagogique.

Le ministère de l'Éducation nationale a annoncé que le taux global de réussite des élèves scolarisés a atteint 65,19 %, un chiffre qui traduit une légère progression et surtout une consolidation des acquis scolaires par rapport aux années précédentes.

Dans le même cadre, le taux d'admission en première année de l'enseignement secondaire général et technologique s'élève à 74,39%, confirmant la capacité du système éducatif à accompagner une large part des élèves vers la poursuite de leur parcours scolaire.

Les statistiques officielles indiquent que 877 046 candidats étaient inscrits à cet examen, toutes catégories confondues (scolarisés et candidats libres). Parmi eux, 865 446 élèves ont effectivement composé, ce qui témoigne d'un taux de participation élevé.

Pour les candidats scolarisés, sur 864 896 inscrits, 857 849 se sont présentés, et 559 214 ont été déclarés admis, confirmant la prédominance de cette catégorie dans les résultats globaux.

Du côté des candidats libres, sur 12 150 inscrits, 7 597 ont composé, avec 2 142 admis, illustrant un écart significatif entre les deux catégories, souvent lié aux conditions de préparation et d'encadrement.

DES MENTIONS QUI REFLÈTENT UN NIVEAU GLOBAL SATISFAISANT

La répartition des mentions



obtenues par les candidats scolarisés permet de mieux apprécier le niveau global de performance. Ainsi, 6 302 élèves ont obtenu la mention excellent, un chiffre qui met en avant l'émergence d'une élite scolaire performante.

Par ailleurs, 46 408 candidats ont décroché la mention très bien, tandis que 89 949 élèves ont obtenu la mention bien, et 153 377 la mention assez bien. Ces résultats traduisent une large proportion d'élèves ayant atteint ou dépassé les objectifs pédagogiques attendus.

Au classement national, les meilleures performances individuelles illustrent le niveau élevé atteint par certains élèves.

La première place revient à Ikhlas Guia, du CEM l'érudite Khalfa Ben Hassan de Guemar (wilaya d'El Oued), qui a obtenu une moyenne exceptionnelle de 19,80. Elle est suivie de Mazredi Rana, du CEM Bejaoui Larbi de Biskra,

avec une moyenne de 19,65, puis de Boubidi Besma, du CEM Mohamed Boudiaf d'Aïn Touta (Batna), qui complète le podium avec 19,60.

Ces performances témoignent de la compétitivité entre les établissements et de la montée en niveau des meilleurs élèves à travers le pays.

LA CONFIRMATION DE WILAYA MODÈLE

Au niveau des wilayas, Tizi Ouzou se distingue une nouvelle fois avec un taux de réussite remarquable de 83,13 %, bien au-dessus de la moyenne nationale. Ce résultat confirme la régularité de la wilaya dans les classements des meilleures performances scolaires du pays.

Le taux de passage, estimé à 86,40 %, vient renforcer cette dynamique positive et illustre une amélioration continue des résultats scolaires dans les établisse-

ments de la région. Selon le directeur de l'éducation de la wilaya, Ahmed Laalaoui, ces performances sont le fruit d'une synergie entre les différents acteurs du secteur éducatif. Il a attribué ces résultats à la synergie des efforts de l'ensemble de la communauté éducative, notamment les enseignants, les personnels administratifs, ainsi que l'implication des parents d'élèves dans l'accompagnement des élèves. Il a également souligné que la stabilité ayant marqué le déroulement de l'année scolaire a largement contribué à ces performances.

Il a précisé que 130 établissements sur un total de 187 ont enregistré des taux de réussite supérieurs à 80%, tandis que deux établissements ont atteint un taux de réussite de 100%, illustrant une dynamique de performance et de saine émulation entre les collèges. Au niveau individuel, l'élève Rabat Maya s'est

classée première de la wilaya avec une moyenne de 19,37, suivie de Belhanech Meriem (19,00), ex æquo avec Tifoun Massinissa.

Le ministère a affirmé que ces résultats reflètent le bilan de l'année scolaire ainsi que les efforts des élèves et de l'ensemble de la communauté éducative à l'échelle nationale. Au-delà des chiffres, le ministère de l'Éducation nationale considère que ces résultats traduisent une évolution positive du système éducatif. Ils reflètent à la fois les efforts des élèves, la mobilisation des enseignants et les réformes engagées pour améliorer la qualité de l'enseignement.

Cette session du BEM 2026 confirme ainsi une tendance générale à la consolidation des acquis et à la progression des performances, tout en mettant en lumière des pôles d'excellence, comme Tizi Ouzou, qui continuent de se distinguer au niveau national. **Synthèse Smail Rouha**

TEXTES D'APPLICATION DU STATUT PARTICULIER

La publication selon les priorités

Le ministre de l'Éducation nationale, Mohamed Seghir Saadaoui, a affirmé que ses services œuvrent à la promulgation des textes d'application relatifs à la loi fondamentale des personnels des corps du secteur, selon des priorités définies et en fonction des exigences du bon fonctionnement des établissements d'éducation et d'enseignement, telles qu'elles ressortent du suivi quotidien assuré par les différents services et instances centrales et locales.

Il a indiqué, dans ce cadre, que l'article 30 du même décret exécutif prévoit qu'il peut, le cas échéant, être précisé les missions prévues par ce texte par arrêté du ministre chargé de l'Éducation nationale.

Dans une réponse à une question écrite du député à l'Assemblée populaire nationale, Ahmed Rabhi, le ministre a rappelé que les personnels du secteur sont soumis à plusieurs lois fondamentales, notamment



le décret exécutif n° 08-04 du 19 janvier 2008 portant statut particulier des fonctionnaires appartenant aux corps communs des institutions et administrations publiques, modifié et complété ; le décret exécutif n° 08-05 du 19 janvier 2008 portant statut particulier des ouvriers profes-

sionnels, conducteurs d'automobiles et appariteurs ; ainsi que le décret présidentiel n° 07-308 du 29 septembre 2007 fixant les modalités de recrutement des agents contractuels, leurs droits et obligations, les éléments constitutifs de leur rémunération, les règles de leur gestion, ainsi que le régime disciplinaire qui leur est applicable ; et enfin le décret exécutif n° 25-54 du 21 janvier 2025 portant statut particulier des personnels relevant des corps spécifiques de l'Éducation nationale.

Ces lois fondamentales, selon lui, définissent les missions essentielles assignées à chaque grade, consacrant ainsi le principe de complémentarité des rôles et garantissant une flexibilité permettant la continuité du service public, afin d'éviter toute paralysie pouvant résulter d'une application strictement littérale et restrictive des missions.

Dans le même contexte, et en plus des

lois fondamentales susmentionnées, les missions des personnels du secteur de l'Éducation nationale, ajoute Saâdawi, sont encadrées par d'autres textes réglementaires, notamment le décret exécutif n° 16-226 fixant le statut type de l'école primaire, le décret exécutif n° 16-227 du 25 août 2016 fixant le statut type du collège, le décret exécutif n° 17-162 du 15 mai 2017 fixant le statut type du lycée, ainsi qu'un ensemble de décisions définissant les missions et prérogatives des différents conseils régissant la vie scolaire.

Il est à noter que l'ensemble de ces textes est regroupé sous l'intitulé de « législation scolaire » et constitue un ensemble cohérent de dispositions encadrant la formation sous ses différentes formes : pédagogique, préparatoire, préalablement au recrutement et à la promotion.

S. R.

INSTALLATION DU CONSEIL D'ADMINISTRATION DE L'AAPI Nouveau départ pour l'investissement

Cette nouvelle instance vise à améliorer la coordination entre les acteurs et à accélérer la mise en œuvre des projets structurants.

Le gouvernement a placé le dossier de l'investissement au cœur des priorités de la prochaine étape, à travers l'installation du conseil d'administration de l'Agence algérienne de promotion de l'investissement. Celui-ci est présenté comme un nouvel outil institutionnel visant à renforcer la coordination entre les secteurs, à hiérarchiser les priorités et à accélérer la concrétisation des projets générateurs de richesse et d'emplois, dans le cadre des réformes engagées par le président de la République pour améliorer le climat des affaires et renforcer l'attractivité de l'économie nationale.

Lors de la cérémonie d'installation, le Premier ministre, Sifi Ghrieb, a souligné que cette rencontre s'inscrit dans la continuité de la mise en œuvre des réformes décidées par le président de la République dans le domaine de la promotion de l'investissement et de l'amélioration du climat des affaires afin de renforcer la capacité de l'économie nationale à attirer des investissements créateurs de richesse et d'emplois.

COORDINATION DES POLITIQUES D'INVESTISSEMENT

Le Premier ministre a insisté sur le fait que le conseil d'administration est appelé à jouer un rôle central dans le renforcement de la place de l'Agence algérienne de promotion de l'investissement, en assurant la cohérence entre les différents intervenants,



la hiérarchisation des priorités d'investissement et l'amélioration de l'efficacité des politiques publiques liées à la promotion de l'investissement. Cette orientation traduit la volonté des pouvoirs publics de transformer l'agence en un véritable outil d'exécution et de coordination plus efficace, ne se limitant pas à la réception des dossiers, mais s'étendant à l'accompagnement dynamique des investissements et à l'orienta-

tion des efforts vers les projets à impact économique et social direct.

UNE CONFIANCE PRÉSIDENTIELLE

Le Premier ministre s'est adressé aux membres du conseil d'administration en affirmant que les missions qui leur sont confiées sont multiples et que les responsabilités qui en découlent sont lourdes, notamment au niveau des départements

ministériels qu'ils représentent. Il a, toutefois, exprimé sa confiance quant à leur capacité à accomplir pleinement cette mission.

Il a également souligné que cette responsabilité doit être assumée à la hauteur de la confiance accordée par le président de la République et refléter l'importance des tâches confiées afin de contribuer au renforcement des performances de l'Agence algérienne de promotion de l'investissement et à la consolidation de son rôle dans le soutien à l'économie nationale.

20 000 PROJETS D'INVESTISSEMENT D'ICI À FIN 2029

Le Premier ministre a ajouté que la mobilisation de l'ensemble des acteurs permettra d'atteindre l'objectif de concrétisation de 20 000 projets d'investissement, fixé par le président de la République avant la fin de l'année 2029.

Il a estimé que cet objectif ambitieux reflète la volonté de l'État d'opérer une transformation qualitative de l'économie nationale, de renforcer les bases du développement durable et de créer de la richesse ainsi que des emplois, plaçant ainsi le conseil d'administration de l'agence devant une responsabilité concrète : transformer les réformes en projets tangibles sur le terrain.

R. N.

SKECHERS INVESTIT EN ALGÉRIE

Un projet structurant de 1 000 emplois

La société TradiFoot organisera, le 22 juin 2026, une cérémonie officielle de signature d'un accord de partenariat industriel avec le groupe américain Skechers. L'événement se tiendra à la salle Univer de l'hôtel Sheraton à Alger. Cette cérémonie devrait réunir plusieurs membres du gouvernement algérien, ainsi que l'ambassadeur des États-Unis en Algérie, témoignant de l'importance économique et diplomatique de ce projet. Ce partenariat s'inscrit dans le cadre du lancement du projet industriel TradiFoot Factory, implanté dans la zone de Baba Ali, sur une superficie de 22 000 m². Le futur complexe industriel devrait générer jusqu'à 1 000 emplois directs et atteindre une capacité de production supérieure à un million de paires de chaussures par an à pleine cadence. Selon l'entreprise, ce projet constitue un tournant stratégique pour le renforcement de la marque made in Algeria et le développement des exportations hors hydrocarbures vers les marchés africains et méditerranéens. TradiFoot prévoit, par ailleurs, la mise en place d'un espace dédié aux échanges avec les médias à l'issue de la cérémonie de signature.

FACE AUX NOUVEAUX DÉFIS DE L'IA L'Algérie mise sur l'innovation locale

Le ministre de l'Économie de la connaissance, des Start-up et des Micro-entreprises, Noureddine Ouadah, a appelé, hier, à la mobilisation des compétences nationales — universitaires, experts et porteurs de projets innovants — afin de renforcer les capacités de l'Algérie en matière de cybersécurité.

Intervenant à l'ouverture de la première édition des Journées de la cybersécurité – Algérie 2026, organisée au Palais de la culture Moufdi-Zakaria à Alger par l'agence Sixième Sens Communication, le ministre a souligné l'importance de l'innovation ouverte comme levier permettant d'évaluer l'implication des entreprises dans la dynamique nationale d'innovation.

Il a également mis en avant le rôle stratégique de l'intelligence artificielle, qui, selon lui, nécessite

une mobilisation collective en raison de son importance croissante et de ses enjeux pour la sécurité nationale et l'avenir numérique du pays.

Le ministre a indiqué que les transformations rapides dans le domaine de l'intelligence artificielle imposent à l'Algérie de renforcer ses capacités en cybersécurité, notamment à travers le développement de solutions technologiques locales capables de protéger les infrastructures numériques. Il a insisté sur la nécessité de s'appuyer sur les compétences nationales, les start-up, les universités et les experts pour faire face aux nouvelles formes de menaces.

Évoquant l'ampleur des investissements mondiaux dans les technologies liées à l'intelligence artificielle, il a relevé que la cybersécurité est devenue un enjeu plus

sensible que jamais.

Selon lui, la nature des menaces a profondément évolué : auparavant limitées à des programmes isolés ou à des attaques ponctuelles, elles sont désormais portées par des systèmes intelligents et automatisés fonctionnant en continu, ce qui accroît leur complexité et leur dangerosité.

Enfin, Noureddine Ouadah a estimé que l'enjeu actuel réside dans la valorisation et la mobilisation des compétences nationales afin de maîtriser le savoir et les technologies. Il a souligné que le soutien à l'innovation et le développement des start-up constituent un levier essentiel pour bâtir une capacité nationale solide face aux défis de la transformation numérique et de l'intelligence artificielle.

Par ailleurs, le ministère de l'Économie de la connaissance, des

Start-up et des Micro-entreprises a lancé la deuxième édition de l'évaluation nationale des incubateurs d'entreprises pour 2026. Cette initiative vise à améliorer la qualité de l'accompagnement des porteurs de projets innovants et à renforcer l'écosystème des start-up en Algérie.

Basée sur des indicateurs de performance et des standards internationaux, cette évaluation permettra de classer les incubateurs selon leur efficacité. Les mieux classés pourront bénéficier de formations, du programme KickStart, ainsi que d'un meilleur accès aux réseaux d'investisseurs et aux événements internationaux.

Les résultats seront intégrés aux critères de sélection des programmes d'appui à l'innovation. Les inscriptions sont ouvertes jusqu'au 10 juillet 2026.

JUSTICE

Lotfi Boudjemaâ au Caire



à la loi directrice arabe contre le discours de haine», précise la même source.

Le programme prévoit également «l'étude de la loi type arabe de lutte contre les drogues et les psychotropes et la loi directrice arabe de protection des enfants contre l'enrôlement dans les conflits armés», ajoute le communiqué.

La réunion constituera, en outre, «une occasion de débattre de plusieurs propositions soumises par les États arabes, notam-

ment celle présentée par l'Algérie portant sur la création d'un réseau

arabe de lutte contre les drogues de synthèse (NPS).

«Cette réunion annuelle du bureau exécutif s'inscrit dans le cadre des préparatifs liés à l'examen des questions juridiques et judiciaires arabes d'intérêt commun, de même qu'à l'élaboration de l'ordre du jour des travaux de la 42e session du Conseil des ministres arabes de la Justice et de la 77e réunion du bureau exécutif du Conseil, prévues en novembre 2026 en Algérie», conclut le communiqué.

RÉDUCTION DU COÛT DE L'ÉLECTRICITÉ VERTE

Le nouveau pari de l'Algérie

L'objectif est de renforcer la compétitivité de ses projets d'énergies renouvelables et d'attirer davantage d'investissements, notamment dans le cadre de sa coopération énergétique avec l'Union européenne.

Le directeur général du groupe des énergies vertes, Boukhalifa Yaïci, a indiqué que l'Algérie doit réduire le coût de production de l'électricité verte, actuellement estimé à environ 5 cents le kilowattheure, pour le ramener entre 1,5 et 2 cents. Cet objectif s'inscrit dans le cadre du développement d'un programme d'énergies renouvelables d'une capacité de 15 000 mégawatts. L'ambition est de renforcer la compétitivité des investissements dans les projets d'énergie propre et de consolider le partenariat avec l'Union européenne.

« Il faut amener progressivement le coût de l'électricité verte, estimé aujourd'hui à 5 centimes de dollar le kWh, vers un niveau situé autour de 1,5 à 2 centimes de dollar le kWh », a-t-il expliqué.

Invité de l'émission Invité du jour sur la Chaîne III de la Radio algérienne, Boukhalifa Yaïci a souligné que l'Algérie doit d'abord s'appuyer sur le programme des 15 000 MW, tout en finalisant les 3 200 MW déjà engagés et en lançant un nouveau programme de 3 000 MW. Selon lui, cette dynamique permettra d'attirer les investissements, d'améliorer la performance des entreprises, de réduire les coûts de production et les délais, tout en renforçant la qualité des projets.

Ces déclarations interviennent après le lancement par la Commission européenne de sa nouvelle stratégie énergétique baptisée T-MED (coopération transmédierranéenne pour les énergies renouvelables et les technologies propres), dans laquelle l'Algérie occupe une place stratégique en tant qu'acteur clé de la transition énergétique.



Pour le directeur général de Green Energy Cluster Algeria, ce programme est à la fois ambitieux et bénéfique pour l'Algérie et l'Union européenne. Il permettra à cette dernière de bénéficier d'une énergie verte décarbonée, tandis que l'Algérie développera ses capacités de production locales, contribuant ainsi à l'élargissement de sa

base industrielle et à la création de nombreux emplois.

Il a également réaffirmé l'intérêt de l'Algérie pour de grands projets énergétiques, notamment le corridor de l'hydrogène du Sud et le projet Medlink. Selon lui, l'Union européenne représente un partenaire stratégique majeur, et il est dans l'intérêt de l'Algérie de consolider une coopération de longue date.

Enfin, il a insisté sur le fait que la disponibilité des ressources naturelles ne suffit pas à garantir le succès de la transition énergétique. La présence du soleil et du vent, a-t-il rappelé, ne garantit pas à elle seule une production compétitive, d'où l'importance cruciale de la réduction des coûts de l'électricité verte.

« Le fait d'avoir du soleil et un peu de vent ne veut pas dire que nous détenons tous les éléments pour produire à un coût compétitif », a-t-il conclu.

CONSUMMATION ÉNERGÉTIQUE

CONSUMMATION ÉNERGÉTIQUE

Concertation ministérielle

Les ministres de l'Énergie et des Énergies renouvelables, Mourad Adjil, et des Hydrocarbures, Mohamed Arkab, ont tenu, hier, une réunion de coordination avec le ministre d'État, ministre des Hydrocarbures, Mohamed Arkab, en présence de hauts cadres des deux ministères.

La rencontre a été consacrée au modèle national de consommation énergétique, outil stratégique destiné à évaluer la demande nationale et à anticiper ses évolutions, afin de renforcer l'efficacité des politiques publiques et de rationaliser l'usage de l'énergie. Les deux parties ont également échangé sur les moyens d'améliorer la performance énergétique et d'optimiser l'utilisation des ressources nationales, en ligne avec les objectifs de développement durable et de sécurité énergétique à long terme.

INCLUSION FINANCIÈRE

Un virage décisif vers le tout numérique

Le gouverneur de la Banque d'Algérie, Mohamed Lamine Lebbou, a présidé, hier, une réunion de haut niveau réunissant les responsables des différentes banques commerciales actives sur la scène bancaire nationale.

Cette rencontre s'est tenue en présence des vice-gouverneurs et de hauts cadres de la Banque d'Algérie, dans le cadre du dialogue régulier entre l'autorité monétaire et les acteurs du secteur bancaire.

Elle a constitué une occasion d'évaluer les dernières performances du système bancaire national et d'examiner ses perspectives de développement. Les discussions ont porté sur le bilan de l'activité bancaire, l'évaluation des mesures de politique monétaire, ainsi que sur les moyens

d'accélérer l'inclusion financière et de développer les paiements électroniques, en plus des défis stratégiques auxquels fait face le secteur. Dans ce contexte, le gouverneur a présenté les dernières évolutions de l'activité bancaire, soulignant que les indicateurs sectoriels reflètent un renforcement de la collecte des ressources et la poursuite du financement de l'économie nationale.

La Banque d'Algérie a également présenté un exposé sur les récentes mesures de politique monétaire, visant à assurer la stabilité des prix tout en maintenant des conditions de financement favorables au soutien de la production nationale et à la préservation de la stabilité financière.

Le dossier de la transformation numérique du secteur ban-



caire a bénéficié d'une attention particulière lors de la réunion, en

tant que levier majeur de l'inclusion financière. L'accent a été mis

sur la nécessité de moderniser les systèmes et moyens de paiement et de développer les services financiers numériques.

Dans ce cadre, la Banque d'Algérie a appelé les banques commerciales à diversifier leurs produits bancaires, à améliorer la qualité des services de proximité et à faciliter l'accès aux services financiers pour les citoyens et les entreprises à travers l'ensemble des wilayas du pays.

En conclusion, le gouverneur a réaffirmé l'importance accordée par la Banque d'Algérie à la mise en œuvre des directives visant à moderniser et réformer le système bancaire, afin de renforcer l'inclusion financière et d'améliorer sa flexibilité ainsi que sa capacité à accompagner le développement économique national.

OPPORTUNITÉS ÉCONOMIQUES

Les entreprises russes ciblent le marché algérien

Le Centre de soutien à l'exportation de la région de Novgorod organisera, ce lundi 15 juin à 13h00, une visioconférence à destination des exportateurs locaux, en collaboration avec la représentation commerciale de la Russie en Algérie.

Cette rencontre s'inscrit dans une dynamique de renforcement des relations économiques et commerciales entre les deux pays, l'Algérie étant de plus en plus perçue comme un marché

stratégique sur le continent africain.

Au cours de cette session, l'intervenant Alexei Chatilov présentera les principales opportunités qu'offre le marché algérien, ainsi que les secteurs à fort potentiel pour les exportations russes. Les échanges porteront également sur les conditions d'accès au marché algérien, notamment les relations avec les partenaires locaux, les procédures douanières, la logistique et les modalités de paiement. La repré-

sentation commerciale russe détaillera en outre les mécanismes d'accompagnement proposés aux entreprises, incluant la recherche de partenaires fiables, la vérification de la crédibilité des sociétés locales et l'appui dans les appels d'offres et transactions commerciales. Cette initiative s'inscrit dans le cadre des programmes nationaux russes « Coopération internationale et exportation » et « Économie efficace et compétitive ».

SOUS-TRAITANCE AUTOMOBILE

Des constructeurs internationaux à Oran

Des délégations représentant plusieurs constructeurs automobiles internationaux effectuent, durant le mois de juin, des visites de terrain à Oran afin d'explorer les opportunités de partenariat dans le domaine de la sous-traitance, notamment la fabrication de pièces de rechange et de composants. Selon le président de la Bourse de sous-traitance et de partenariat de l'Ouest, Rachid Bekhchi, ces visites visent à rapprocher les industriels algériens des chaînes de production mondiales et à évaluer leurs capacités de fabrication. D'autres délégations sont attendues dans les prochains jours, dans un contexte marqué par un intérêt croissant des marques internationales pour le potentiel industriel de l'Algérie.

AFFAIRE KAOUANE- GRINE

Vers l'examen des mémoires, début juillet

La Cour suprême est saisie d'un recours en cassation visant le jugement de la cour d'appel d'Alger dans l'affaire ANEP, où la défense invoque des irrégularités de procédure et conteste les condamnations prononcées contre d'anciens responsables.

Par : Redouane Hannachi

Les avocats de l'ancien ministre de la Communication Hamid Grine et de l'ex-directeur général de l'Entreprise nationale de communication, d'édition et de publicité (ANEP), Djamel Kaouane, ont déposé leurs mémoires en cassation auprès de la Cour suprême, contestant le dispositif rendu le 11 février dernier par la première chambre pénale de la cour d'appel d'Alger.

Selon des sources proches du barreau d'Alger, ces pourvois, introduits devant la chambre délictuelle et correctionnelle de la plus haute juridiction du pays, devraient être examinés au début du mois de juillet prochain, avant la suspension estivale des activités judiciaires.

VICES DE FORME SOULEVÉS

La défense des deux anciens responsables soutient que la décision de la cour d'appel serait entachée de vices de forme. Elle estime notamment que les questions posées lors des débats n'auraient pas été suffisamment précisées dans le jugement, un élément qu'elle considère comme une



atteinte aux règles de procédure susceptible d'entraîner la cassation et le renvoi de l'affaire.

Pour rappel, la juridiction d'appel avait déjà atténué les peines prononcées en première instance, ramenant les condamnations initiales à des peines de deux ans de prison ferme pour les principaux mis en cause.

Dans cette affaire, le procureur général près la cour d'Alger avait requis des peines allant jusqu'à dix ans de prison ferme à l'encontre des deux anciens ministres de la Communication, ainsi que de plusieurs

autres prévenus, dont l'ex-PDG de l'ANEP et son successeur, portant le total des inculpés à treize personnes.

Sur le plan financier, le représentant du Trésor public a réclamé le versement de 300 millions de dinars à titre de dommages et intérêts. Une demande contestée par le représentant de l'ANEP, qui estime ces prétentions infondées, rappelant par ailleurs que la société Métro d'Alger réclame de son côté une indemnisation d'environ 30 milliards de dinars à la suite de la résiliation d'un contrat publicitaire.

Sur le fond, les principaux accusés rejettent

les faits qui leur sont reprochés. L'ancien ministre Djamel Kaouane affirme faire l'objet « d'allégations sans fondement », qu'il qualifie d'interprétations dépourvues de base légale. Il soutient que l'ANEP, en tant qu'entreprise publique à caractère économique, a agi dans le respect des dispositions en vigueur, y compris celles relatives aux marchés publics.

Concernant la convention signée avec le Métro d'Alger, il précise qu'il ne s'agissait pas d'un marché public formel, tout en estimant que les décisions prises relevaient du cadre légal de fonctionnement de l'entreprise publique.

DOSSIER DE LA VILLA D'EL BIAR

S'agissant du dossier de la villa d'El Biar, il indique que le bien appartenait initialement au secteur postal privé et que sa possible intégration au patrimoine de l'ANEP était encore à l'étude au moment de son départ.

De son côté, l'ex-PDG de l'ANEP, Amine Echikr, reconnaît avoir informé le conseil d'administration de la participation majoritaire détenue par son épouse dans le titre Reporters, tout en affirmant qu'aucune augmentation ciblée des budgets publicitaires n'a été décidée, évoquant uniquement des régularisations de paiements.

Enfin, l'ancien ministre Hamid Grine nie l'ensemble des accusations portées contre lui, estimant que son rôle se limitait à un ministère de tutelle dont les décisions, notamment en matière de publicité, étaient selon lui largement arbitrées à d'autres niveaux de responsabilité.

R.H

PROJET D'ATTENTATS CONTRE DES INSTITUTIONS PUBLIQUES

Le procès renvoyé à la prochaine session criminelle

Le tribunal criminel près la 2e instance judiciaire d'Alger a décidé, lors de sa dernière audience, de renvoyer à la prochaine session criminelle le procès en appel après cassation impliquant deux individus poursuivis pour appartenance à une organisation terroriste ayant, selon l'accusation, ciblé des institutions et infrastructures publiques, notamment dans la capitale et ses environs.

Cette affaire, particulièrement sensible, concerne des faits remontant à plusieurs années et liés à de présumés projets d'attentats visant des sites stratégiques, dont le siège de l'Institut supérieur de la musique à la place des Martyrs, le commissariat d'Hussein Dey, une station du métro d'Alger, ainsi que des projets d'assassinat visant notamment un imam à Bordj El Kiffan et un universitaire connu. Les deux accusés, initialement

condamnés en 2022 à des peines de cinq ans de prison ferme pour l'un et dix-huit mois pour l'autre, avaient été jugés une première fois avant que le dossier ne soit réactivé à la suite de l'acceptation par la Cour suprême du pourvoi en cassation introduit par le procureur général, ouvrant ainsi la voie à un nouveau passage devant la juridiction criminelle.

Le premier mis en cause, identifié par les initiales D. Sofiane, âgé de 29 ans et exerçant comme journaliste, est également connu sous le surnom de « Abou Abdelmoutafer ». Non détenu actuellement, il a comparu en qualité de mineur pour certains faits reprochés, lesquels remontaient à ses 17 ans au moment des événements. À la barre, il a contesté les déclarations recueillies lors de l'enquête préliminaire, affirmant qu'elles auraient été obtenues sous la contrainte et sans qu'il

ait eu la possibilité de prendre connaissance des procès-verbaux avant signature. Il a également nié toute implication ou contact avec des groupes armés opérant dans la région de Boumerdès, ainsi que toute relation avec des individus présentés comme des figures du terrorisme dans le dossier.

Son coaccusé, B. Seddik, condamné à dix-huit mois de prison ferme, a pour sa part rejeté toute appartenance à une organisation terroriste, tout en reconnaissant ne pas avoir signalé, selon ses propres déclarations, certains comportements qu'il attribue à son voisin. Il a toutefois insisté sur le fait qu'il n'avait jamais soupçonné une quelconque implication dans des activités armées.

Lors du premier procès, le parquet général avait estimé que les éléments du dossier, notamment des données tech-

niques et des éléments d'enquête, établissaient l'existence d'intentions criminelles et de liens supposés avec des réseaux terroristes. Il avait requis la confirmation des peines prononcées en première instance.

De leur côté, les avocats de la défense ont plaidé l'application de circonstances atténuantes, s'appuyant sur les enquêtes sociales versées au dossier, qu'ils considèrent favorables à leurs clients. Ils ont également mis en avant les contradictions relevées dans certaines déclarations.

L'affaire, désormais renvoyée, sera examinée lors de la prochaine session criminelle, dans un contexte judiciaire marqué par la réévaluation du dossier après décision de la Cour suprême, qui a validé les recours en cassation introduits par les prévenus contestant les conditions du jugement initial.

R.H

ACCUSÉ D'ESCROQUERIE À ALGER

Un ex-employé des impôts encourt 3 ans de prison ferme

Le procureur général près la cour d'Alger a requis, la semaine dernière, la confirmation du jugement rendu en première instance par le tribunal correctionnel d'El Harrach, ayant condamné un employé des impôts d'Alger centre à trois ans de prison ferme dans une affaire d'abus de confiance et d'escroquerie.

Selon les éléments du dossier, le mis en cause est accusé d'avoir escroqué un transitaire, en lui promettant d'intervenir pour la régularisation de sa situation administrative liée notamment à l'importation de marchandises, dont des produits pharmaceutiques. Les plaignants affirment qu'il leur aurait demandé des sommes importantes à titre de « facilitation », évaluées à plus de 500 millions de centimes. Entendu durant l'instruction, le

prévenu a rejeté ces accusations, soutenant avoir agi uniquement dans un cadre de conseil juridique. « Ils sont venus me consulter. Je n'ai jamais exigé de pots-de-vin. Je suis victime d'un coup monté », a-t-il déclaré devant le tribunal.

Lors des débats, la Direction générale des impôts a apporté des précisions par le biais de sa représentante, indiquant que le service territorialement compétent dans cette affaire n'est pas celui d'Alger centre, mais celui de Bir Mourad Raïs, en raison de la localisation de l'entreprise concernée.

De leur côté, les services des impôts se sont constitués partie civile et ont réclamé réparation du préjudice subi, estimé à 500 millions de centimes, soit le montant présu-

mé de l'escroquerie.

La défense, pour sa part, a plaidé la relaxe pure et simple, estimant que les preuves matérielles versées au dossier ne sont pas suffisantes pour établir la culpabilité de son client.

Après les réquisitions et les plaidoiries, l'affaire a été mise en délibéré pour une durée de quinze jours. Le verdict sera donc rendu ultérieurement par la chambre pénale de la cour d'Alger.

Il convient de rappeler que le prévenu avait déjà été condamné en 2017 pour des faits similaires à une peine de deux ans de prison ferme, avant d'être révoqué de l'administration fiscale.

R.H

FESTIVAL D'ALGER DES SPORTS

Plus de 120 activités sur 14 sites de loisirs

La troisième édition du Festival d'Alger des sports, qui se tiendra du 18 au 20 juin sous le slogan « El Bahdja nous unit », sera la plus importante et la plus riche depuis le lancement de l'événement, avec plus de 120 activités sportives et de jeunesse programmées à travers 14 sites de loisirs de la capitale.

Organisée sous le patronage du ministre de l'Intérieur, des Collectivités locales et des Transports, Saïd Sayoud, et sous la supervision du wali d'Alger, Mohamed Abdenour Rabehi, cette édition se distingue par une large participation d'organismes sportifs, d'associations et de ligues spécialisées. « Les activités seront réparties sur plusieurs espaces, notamment les plages, les parcs urbains, les promenades, les forêts et les espaces côtiers, ce qui en fait la plus vaste édition du festival. Les amateurs de sport pourront profiter d'un programme varié comprenant des activités nautiques et de plein air telles que les promenades en bateau, le kayak, l'aviron et la pêche sportive », a déclaré Réda Doumi, conseiller du ministre et membre du comité d'organisation, lors d'une conférence de presse tenue à Alger. Il a également indiqué que « l'objectif est d'encourager la pratique du sport sous toutes ses formes et de permettre au public de découvrir les espaces sportifs, urbains et naturels de la capitale », soulignant que les organisateurs ont lancé une initiative sociale visant à pro-

mouvoir la pratique sportive à travers l'ouverture gratuite de toutes les piscines relevant de la wilaya d'Alger durant toute la période du festival. Cette mesure permettra aux familles et aux jeunes de profiter des infrastructures sportives dans de bonnes conditions de sécurité. Cette édition s'inscrit également dans la dynamique que connaît la capitale, inspirée par la vision stratégique de son développement et de sa modernisation, et traduit la volonté des pouvoirs publics de valoriser les espaces publics, de les rendre plus attractifs pour les citoyens et de mettre en avant les infrastructures de proximité, notamment les terrains, les espaces sportifs, les piscines, les forêts et les parcs. De son côté, Mohamed Amine Saâd, directeur de la Jeunesse, des Sports et des Loisirs de la wilaya d'Alger, a estimé que « cette troisième édition sera la plus attractive et la plus fréquentée ». Il a rappelé que les chiffres des précédentes éditions témoignent du succès croissant de cette manifestation : la première édition avait attiré plus d'un million de visiteurs, tandis que la deuxième avait dépassé 1,5 million de visiteurs et enregistré 30



000 participants, avec l'organisation de 160 activités et défis sur 14 sites et 14 piscines, ainsi que plus de 20 millions de vues sur les réseaux sociaux. Les activités de cette édition se déploieront à travers cinq grands pôles répartis sur différentes zones de la wilaya d'Alger, parmi lesquels : Riadh El Feth, le Jardin d'Essai du Hamma,

les parcs urbains de Hamma, de Bab Ezzouar, d'Oued Smar et de Kettani, le parc zoologique et des loisirs de Ben Aknoun, les berges d'Oued El Harrach, ainsi que la promenade des Sablettes et Dounia Parc. La santé occupera également une place centrale à travers l'espace « La santé d'abord », un village interactif consacré à la

sensibilisation à l'importance de l'activité physique dans la prévention et l'amélioration de la qualité de vie. Cet espace réunira des médecins, nutritionnistes, coaches, sportifs, associations et professionnels de santé. Cette édition mettra également en lumière des animations urbaines visant à intégrer le mouvement dans le quotidien des citoyens à travers des ateliers de terrain, des jeux actifs, des défis sportifs de proximité, des initiatives d'encouragement et des récompenses symboliques. Le Festival d'Alger des sports sera également marqué par le lancement de l'application SportAL, conçue pour faciliter l'accès à l'information relative aux espaces et infrastructures sportives et orienter les citoyens vers les opportunités disponibles afin d'élargir la pratique sportive.

Enfin, cette 3e édition s'ouvrira également à une dimension internationale à travers l'accueil de représentants, partenaires et invités issus de plusieurs pays amis, dans un esprit d'échange, de coopération et de partage d'expériences autour des valeurs universelles du sport, de la jeunesse, de la santé et de l'amitié entre les peuples.

JOURNÉE MONDIALE DU DONNEUR DE SANG Mobilisation nationale du Croissant-Rouge

À l'occasion de la Journée internationale du donneur de sang, célébrée le 14 juin de chaque année, le Croissant-Rouge algérien (CRA) a annoncé, samedi dans un communiqué, l'organisation d'une campagne nationale de don de sang à travers plusieurs wilayas du pays.

Dans le cadre de son engagement humanitaire et solidaire visant à soutenir le système national de santé et à promouvoir la culture du don volontaire et de la solidarité sociale, le CRA organise cette large opération sous la supervision de sa commission nationale.

Cette initiative s'inscrit dans l'objectif de répondre aux besoins des établissements hospitaliers en sang et en produits sanguins, tout en renforçant le don volontaire et régulier, afin d'assurer une meilleure prise en charge des malades et des personnes nécessitant des transfusions.

Le programme de la campagne couvre plusieurs wilayas, notamment Adrar, Chlef, Laghouat, Batna, Biskra, Béchar, Tlemcen, Tiaret, Tizi Ouzou, Jijel, Sétif, Saïda, Skikda, Médéa, El Bayadh, Bordj Bou Arreridj, Boumerdès, Khenchela, Mila, Aïn Defla, Aïn Témouchent, Ghardaïa et Béni

Abbès. À Alger, la campagne est organisée à la station de métro Tafourah - Grande Poste. L'opération se poursuivra au niveau des commissions de wilaya concernées, dans une dynamique nationale de solidarité, conclut le communiqué.

ACCIDENTS DE LA ROUTE 13 morts et 518 blessés en 48h

Treize personnes sont décédées et 518 autres ont été blessées dans des accidents de la circulation survenus ces dernières 48 heures à travers le territoire national, indique, samedi, un bilan de la Protection civile. Durant la période du 11 au 13 juin courant, les unités de la Protection civile ont effectué 437 interventions, suite aux accidents de la circulation survenus à travers plusieurs wilayas du territoire national, causant 13 morts sur place et 518 blessés, précise la même source.

CHALEUR EXTRÊME

Adrar 4^e ville la plus chaude au monde



Selon les dernières données publiées par un site spécialisé dans les relevés météorologiques mondiaux, plusieurs régions du globe ont été touchées par une vague de chaleur particulièrement intense au cours des dernières 24 heures. Deux villes algériennes figurent parmi les zones les plus chaudes enregistrées. D'après le site EldoradoWeather, qui agrège des données météorologiques à l'échelle internationale, la ville d'Adrar s'est classée à la 4^e place mondiale, avec une température maximale de 46,4°C.

La ville d'In Salah apparaît également dans ce classement, occupant la 7^e position après avoir enregistré 45,7°C, confirmant la persistance de conditions caniculaires dans le Grand Sud algérien.

LE SUD S'ADAPTE À LA CANICULE

Face à la hausse des tempéra-

tures estivales, les institutions et administrations publiques de la wilaya d'El Menia basculeront, à partir de dimanche, vers les horaires de travail d'été.

Selon un communiqué des services de la wilaya, cette mesure s'inscrit dans le cadre des dispositions réglementaires encadrant l'organisation du temps de travail dans les administrations publiques. Elle vise à adapter le fonctionne-

ment des services aux conditions climatiques extrêmes qui caractérisent la saison estivale dans le Sud.

Cette nouvelle organisation s'appliquera du 14 juin au 30 septembre, du dimanche au jeudi. Les horaires sont fixés de 7h00 à 12h00 le matin, suivis d'une pause de 30 minutes, puis d'une reprise de 12h30 à 15h00.

L'objectif est d'assurer la continuité du service public tout en pré-

servant la santé des travailleurs exposés à de fortes chaleurs.

Dans le même cadre d'adaptation, Algérie Poste a également annoncé une réorganisation de ses horaires estivaux, différenciée entre les régions du Nord et du Sud.

Dans les wilayas du Sud, les bureaux ouvriront dès 7h00 du matin, avec des systèmes de fonctionnement adaptés (brigades ou service continu) permettant une amplitude horaire allant jusqu'à 18h00 pour certains établissements.

Dans les wilayas du Nord, trois modes d'organisation seront appliqués : service en brigades avec ouverture prolongée, service à horaires coupés ou service continu, selon la nature de chaque bureau.

Algérie Poste invite les usagers à anticiper leurs démarches afin d'éviter les affluences et les déplacements aux heures de fermeture.

WASHINGTON-TÉHÉRAN

Les négociations entrent dans leur phase décisive

Le Qatar apparaît comme l'un des principaux acteurs de la médiation.

Les efforts diplomatiques visant à mettre fin à plusieurs mois de tensions entre l'Iran et les États-Unis semblent entrer dans une phase décisive. Une délégation qatarie a effectué, hier, une visite à Téhéran pour mener des consultations avec de hauts responsables iraniens dans le cadre des démarches de médiation engagées entre les deux pays. Selon l'agence iranienne Tasnim, les discussions ont porté sur les derniers développements du processus diplomatique en cours. Cette visite intervient alors que plusieurs sources évoquent la possibilité imminente d'un accord susceptible d'ouvrir la voie à une désescalade durable entre Washington et Téhéran.

L'agence Reuters, citant une source proche du dossier, a indiqué que les négociateurs qataris se sont rendus dans la capitale iranienne afin de finaliser les contours d'un mémorandum d'entente destiné à mettre un terme au conflit qui oppose les deux pays depuis plus de trois mois. Le Qatar apparaît ainsi comme l'un des principaux acteurs de la médiation, à un moment où les discussions semblent avoir atteint un stade particulièrement sensible.

DES SIGNAUX D'OPTIMISME

Les signaux envoyés ces dernières heures par plusieurs responsables internationaux témoignent d'un optimisme prudent. Le Premier ministre pakistanais, Shehbaz Sharif, a affirmé que les parties n'avaient jamais été aussi proches d'un accord de paix, laissant entendre qu'une conclusion pourrait intervenir rapidement. De son côté, le président américain Donald Trump a assuré que le texte pourrait être signé, annonçant même la réouverture du détroit d'Ormuz à l'issue de l'accord.

À Téhéran toutefois, le ton demeure plus mesuré. Des sources citées par l'agence



Fars ont indiqué que la décision finale n'avait pas encore été prise et que les autorités iraniennes continuaient d'examiner les aspects politiques, juridiques et techniques des propositions soumises. Cette prudence traduit la volonté iranienne de s'assurer que les engagements envisagés répondent aux intérêts stratégiques du pays avant toute validation définitive.

DES DISCUSSIONS TOUJOURS EN COURS

Les discussions autour d'un mémorandum d'entente entre l'Iran et les États-Unis se poursuivent, alors que Téhéran n'a pas encore officialisé sa décision finale. Selon l'agence iranienne Fars, citant une source proche de la délégation de négociation, les autorités iraniennes poursuivent l'examen de la proposition avant toute validation.

Dans ce contexte, le président américain

Donald Trump a affirmé que l'accord devait être signé. Il a également indiqué qu'une fois l'accord conclu, le détroit d'Ormuz serait immédiatement rouvert à la navigation internationale.

Le président américain a présenté cet éventuel accord comme un mécanisme destiné à empêcher l'Iran d'accéder à l'arme nucléaire, assurant que les États-Unis poursuivraient leurs efforts pour surveiller les capacités nucléaires iraniennes.

De son côté, le porte-parole du ministère pakistanais des Affaires étrangères a déclaré qu'Islamabad organiserait une cérémonie de signature électronique par visioconférence, consacrée à un accord de paix entre Washington et Téhéran.

Enfin, le porte-parole de la diplomatie iranienne a estimé que la conclusion du mémorandum d'entente dans les prochains jours restait très probable, laissant entre-

voir une possible avancée dans le processus diplomatique en cours.

LES GRANDES LIGNES DU COMPROMIS ENVISAGÉ

Selon les informations ayant filtré, le projet d'accord reposerait sur un cessez-le-feu de soixante jours. Il prévoirait également la réouverture du détroit d'Ormuz à la navigation internationale ainsi qu'un retour progressif à la normale du trafic maritime dans cette zone stratégique pour le commerce mondial et les approvisionnements énergétiques. En contrepartie, Washington s'engagerait à alléger certaines restrictions pesant sur les exportations pétrolières iraniennes et à accorder des exemptions permettant à Téhéran de retrouver une partie de ses revenus financiers. L'extension de ces mesures demeurerait toutefois liée à l'avancement des négociations futures sur le programme nucléaire iranien et sur d'autres dossiers sensibles. Depuis l'entrée en vigueur de la trêve le 8 avril dernier, les contacts diplomatiques se sont multipliés afin d'éviter une reprise des hostilités. La perspective d'un accord suscite un intérêt particulier sur les marchés internationaux, alors que les tensions dans le détroit d'Ormuz ont fortement contribué à la volatilité des prix de l'énergie et aux inquiétudes concernant l'inflation mondiale. Si les obstacles ne semblent pas encore totalement levés, la mobilisation des médiateurs et l'intensification des échanges diplomatiques laissent entrevoir une opportunité rare de transformer la trêve actuelle en un processus politique plus durable. Les prochaines heures pourraient ainsi s'avérer déterminantes pour l'avenir des relations entre Washington et Téhéran et pour la stabilité de l'ensemble de la région.

R.I/agences

SOUDAN

Intensification des combats au Kordofan-Nord

Les combats se sont intensifiés hier dans l'État du Kordofan-Nord, où des frappes de drones ont visé plusieurs zones autour d'Al-Ubayyid, selon des témoins. Les Forces de soutien rapide (FSR) ont mené des attaques contre la ville de Rahad et des localités situées à l'est de la capitale régionale, accentuant la pression sur cette zone stratégique. Ces opérations interviennent après des frappes de l'armée soudanaise contre un convoi des FSR à Sodari, au nord-ouest d'Al-Ubayyid, détruisant des véhicules militaires en route vers les lignes de front. Depuis plusieurs mois, le conflit s'intensifie avec un recours accru aux drones, touchant des infrastructures. Selon l'ONU, ces attaques ont fait des centaines de victimes civiles cette année. La guerre, qui entre dans sa quatrième année, continue de provoquer des déplacements massifs et une crise humanitaire aiguë dans plusieurs régions du pays.

FRONTIÈRE LIBANO-SIONISTE

De nouveau en zone de guerre active

La situation sécuritaire s'est de nouveau dégradée hier dans le sud du Liban, où des frappes sionistes ont fait deux morts et provoqué une nouvelle vague d'inquiétude parmi les populations civiles. Cette escalade intervient dans un contexte marqué par la fragilité du cessez-le-feu et par la multiplication des incidents entre l'entité sioniste et le Hezbollah le long de la frontière.

Selon les médias libanais, une frappe menée par un drone sioniste a visé un véhicule sur la route de Msayleh, causant la mort de deux personnes. D'autres bombardements ont été signalés dans plusieurs secteurs du sud du pays, notamment dans les districts de Bint Jbeil et de Tyr. Des tirs d'artillerie et des frappes aériennes ont touché plusieurs localités, alimentant les craintes d'une reprise plus large des hostilités.

Parallèlement aux opérations militaires, l'armée sioniste a lancé une série d'avertissements à destination des habitants de nombreuses localités du sud du Liban. Les résidents ont été appelés à



évacuer leurs habitations et à se déplacer vers le nord du fleuve Zahrani. L'entité sioniste justifie ces mesures par la nécessité d'agir contre les infrastructures et les positions du Hezbollah, accusé de violer les engagements liés au cessez-le-feu.

Cette montée des tensions intervient après que l'armée sioniste a annoncé l'intrusion de plusieurs drones attribués au Hezbollah dans l'espace aérien sioniste. Selon les autorités militaires, deux appareils se sont écrasés dans le nord de l'entité sioniste sans faire de victimes,

tandis qu'un troisième drone a également été détecté au cours de la journée. L'incident a immédiatement suscité de vives réactions au sein du gouvernement sioniste. Plusieurs responsables de la droite nationaliste ont appelé à une réponse musclée contre le Hezbollah. Le ministre des Finances, Bezalel Smotrich, a notamment demandé l'application de la «doctrine de la Dahiyeh», une stratégie consistant à frapper massivement la banlieue sud de Beyrouth, considérée comme le principal bastion du mouvement chiite libanais.

Le ministre de la Sécurité nationale, Itamar Ben Gvir, a également plaidé pour une riposte sévère, estimant que chaque attaque ou violation du cessez-le-feu devait entraîner une réaction immédiate et dissuasive. Ces déclarations traduisent la pression croissante exercée sur le gouvernement sioniste pour répondre aux actions du Hezbollah.

Dans ce climat de tension, les risques d'un élargissement du conflit demeurent élevés. Malgré les efforts diplomatiques visant à préserver le cessez-le-feu, les échanges de frappes et les accusations réciproques continuent d'alimenter l'instabilité à la frontière sionisto-libanaise.

La communauté internationale suit avec inquiétude l'évolution de la situation. Une nouvelle dégradation pourrait compromettre les tentatives de désescalade engagées ces derniers mois et raviver les craintes d'un conflit régional plus large, alors que le Moyen-Orient demeure confronté à plusieurs foyers de crise simultanés.

●ITALIE

MANCINI BIENTÔT DE RETOUR ?

Venant de quitter Al-Sadd après seulement 16 matchs, Roberto Mancini se retrouve libre et pourrait déjà rebondir.

Le club qatari a officialisé son départ dans un communiqué cordial, saluant une "période riche en souvenirs". Cette décision relance immédiatement les spéculations autour d'un possible retour du technicien italien sur le banc de la Nazionale.

Vainqueur de l'Euro 2021 avec l'Italie, Mancini est régulièrement cité pour reprendre une sélection en difficulté après un nouvel échec dans les qualifications pour la Coupe du monde 2026 et le départ de Gennaro Gattuso. Aucune décision officielle n'a encore été annoncée, mais son nom figure parmi les favoris pour relancer l'équipe italienne.

●PREMIER LEAGUE

ALBELOA À FULHAM

Mis sur la touche le 9 juin dernier par le Real Madrid, Álvaro Arbeloa ne va pas rester bien longtemps au chômage. Selon la presse espagnole, confirmée, hier matin, par Fabrizio Romano, le technicien espagnol va devenir dans les prochains jours le nouvel entraîneur de Fulham. Au jeu des chaises musicales, il s'apprête donc à remplacer Marco Silva, parti à Benfica et qui remplace, lui, José Mourinho, officialisé par le Real.

●BARÇA

AVENIR INCERTAIN POUR RASFORD

Malgré une saison réussie en Catalogne, Marcus Rashford (28 ans) ne sera pas conservé par le FC Barcelone. Prêté la saison dernière, l'ailier anglais a pourtant été décisif à 28 reprises (14 buts, 14 passes décisives) et a contribué aux titres en Liga et en Supercoupe d'Espagne.

Le Barça a décidé de ne pas lever son option d'achat fixée à 30 millions d'euros, préférant miser sur la jeunesse d'Anthony Gordon, arrivé de Newcastle. Rashford retournera donc à Manchester United, où son avenir reste incertain.

Le Bayern Munich suit sa situation et envisagerait une offre d'environ 25 millions d'euros, tandis que Manchester réclame au minimum 30 millions d'euros pour le laisser partir.

MONDIAL 2026

Le Brésil accroché

Le premier choc de la Coupe du monde s'est soldé par un nul, au terme d'une rencontre disputée et riche en occasions de part et d'autre.

Déjà trois jours après le coup d'envoi de la 23e édition de la Coupe du monde, organisée conjointement par le Mexique, les États-Unis et le Canada, la compétition tient déjà toutes ses promesses. Durant plus d'un mois, les meilleures sélections mondiales se disputeront le prestigieux trophée.

La nuit de samedi, le premier choc du tournoi a opposé le Brésil au Maroc. Une rencontre intense et disputée qui s'est soldée par un match nul (1-1). Globalement dominée dans son intensité en première période, la partie a été marquée par l'absence de Neymar, toujours blessé.

Ce duel très attendu a tenu ses promesses. Dans la périphérie de New York, Brésiliens et Marocains se sont livrés un véritable combat, riche en gestes techniques, en rythme et en occasions. Les Lions de l'Atlas ont ouvert le score par Ismaël Saïbari, parfaitement lancé dans la profondeur. Le Brésil a réagi par l'intermédiaire de Vinícius Júnior, auteur d'une égalisation pleine de maîtrise. Les deux équipes ont ensuite eu des opportunités pour faire la différence, sans parvenir à conclure, et se quittent logiquement sur un score de parité. Après le match, Ancelotti a voulu relativiser. « C'est normal, un peu d'anxiété, un peu d'inquiétude et de pression. Les débuts sont souvent ainsi, c'est assez normal. L'important n'est pas de partir du



bon pied, nous avons le temps de rectifier. Nous devons progresser, et je crois que nous allons progresser lors des prochains matchs », a déclaré le technicien italien. Le Brésil affrontera ensuite des adversaires plus accessibles, Haïti et l'Écosse, pour confirmer sa qualification.

L'EXPLOIT DU QATAR

Dans les autres rencontres, la Suisse pensait avoir fait le plus dur après un but rapide sur penalty face au pays organisateur du précédent Mondial. Dominateurs mais trop imprécis, les Suisses ont été rejoints dans le temps additionnel par une égalisation de Boualem Khoukhi (90e+4), offrant au Qatar un point inespéré. Les Qataris décrochent ainsi le tout

premier point de leur histoire en Coupe du monde et créent la surprise dans ce match. Tout reste donc à faire dans le groupe B avec quatre sélections à un point, après le nul (1-1) entre le Canada et la Bosnie-Herzégovine.

RETOUR GAGNANT DE L'ÉCOSSE

Après vingt-huit ans d'absence, une autre sélection a signé un retour réussi en dominant Haïti pour prendre la tête de son groupe. John McGinn, milieu d'Aston Villa, a inscrit l'unique but de la rencontre (28e minute), permettant à son équipe de lancer idéalement sa campagne. En effet, après huit participations sans jamais atteindre la phase à élimination directe, la sélection dirigée par

Steve Clarke veut croire à une neuvième tentative plus fructueuse, après une entrée en matière victorieuse mais sans éclat face à Haïti.

LA TURQUIE DÉCHANTE

Quatre ans après une élimination frustrante en huitièmes de finale face aux futurs champions du monde argentins, l'Australie a également réussi son entrée en lice. Opposés à la Turquie, les Socceroos ont ouvert le score en contre grâce à Nestory Irankunda (27e), auteur d'un grand pont remarquable avant de conclure. Malgré une pression turque constante, les Australiens ont fait le break en fin de match par Connor Metcalfe (75e).

**OMAR ARTAN
REFOULÉ
DES ÉTATS-UNIS MAIS
INDEMNISÉ
PAR LA FIFA
Un scandale
qui secoue le
Mondial 2026**



L'affaire fait grand bruit dans les coulisses du football mondial. L'arbitre somalien Omar Artan, pourtant titulaire d'un passeport diplomatique et d'un visa en règle, a été retenu pendant près de onze heures par les services de l'immigration américaine avant d'être refoulé à la frontière cette semaine. Une décision inattendue qui l'écarte de facto de la Coupe du monde 2026.

Selon plusieurs sources concordantes, l'officiel africain, initialement désigné pour officier lors du tournoi, a été contraint de rebrousser chemin et de rentrer en Somalie. Son retour a suscité une vive émotion dans son pays, où il a été accueilli en héros par le milieu sportif. Malgré cet épisode diplomatique sensible, la FIFA a pris une

décision forte en interne. D'après la BBC, l'instance mondiale du football a choisi d'indemniser intégralement Omar Artan. L'arbitre, désigné meilleur sifflet africain de l'année 2025, percevra l'ensemble de sa rémunération liée au Mondial, bien qu'il ne puisse pas y participer. Cette compensation exceptionnelle intervient dans un contexte de forte vigilance autour de l'organisation de la compétition et du traitement des officiels internationaux. Paradoxalement, alors qu'il est écarté du Mondial, Omar Artan poursuit son ascension sur la scène européenne. L'UEFA a confirmé sa désignation pour la finale de la Supercoupe d'Europe, qui opposera le Paris Saint-Germain à Aston Villa le 12 août prochain à Salzbourg. Une nomination prestigieuse qui contraste avec son exclusion américaine, et qui illustre un épisode singulier mêlant sport, diplomatie et enjeux internationaux.

**●ARGENTINE
DIBU MARTÍNEZ
INCERTAIN
FACE
À L'ALGÉRIE**



Emiliano Martínez a participé à la dernière séance d'entraînement de l'Argentine, à la veille du match d'ouverture du Mondial 2026 face à l'Algérie, mais son état physique reste surveillé de près en raison d'une fracture au doigt annulaire de la main droite. Encadré en permanence par le staff médical, le gardien d'Aston Villa a suivi un programme adapté, évitant notamment toute sollicitation de sa main blessée lors des exercices au sol. Malgré quelques signes de douleur, le "Dibu" a poursuivi sa préparation sans limitation majeure apparente. La titularisation du portier argentin demeure toutefois incertaine, même si elle reste privilégiée par le staff technique. Gerónimo Rulli et Juan Musso restent en option en cas de forfait de dernière minute. Par ailleurs, la sélection a enregistré l'arrivée de Marcos Senesi, appelé en renfort en défense. Lionel Scaloni doit également composer avec plusieurs absences, dont celle de Nicolás Tagliafico, ce qui l'oblige à envisager différentes solutions au poste de latéral gauche, tandis que Lionel Messi poursuit sa reprise progressive après sa blessure avec l'Inter Miami.

MONDIAL 2026

Les Verts prêts à défier l'Argentine

À quelques jours de leur entrée en lice à la Coupe du monde 2026, les Verts poursuivent leur préparation dans une ambiance studieuse, tout en affinant ses armes avant le grand rendez-vous face à l'Argentine.

La sélection algérienne a effectué, avant-hier, une nouvelle séance d'entraînement dans le cadre de sa préparation pour la Coupe du monde 2026, a indiqué la Fédération algérienne de football (FAF) sur son site officiel.

Organisée à partir de 11h00 (heure locale) au Rock Chalk Park de Lawrence, sur les installations de l'Université du Kansas, cette séance s'est déroulée en présence de l'ensemble des joueurs retenus pour la compétition.

Le staff technique a mis l'accent sur le travail technico-tactique afin de peaufiner les automatismes collectifs et d'apporter les derniers réglages avant le premier match du tournoi contre l'Argentine.

Les internationaux algériens ont multiplié les exercices spécifiques liés à l'organisation du jeu, aux transitions et aux différents schémas tactiques envisagés. Selon la FAF, les joueurs ont affiché « beaucoup de sérieux, d'application et d'abnégation », illustrant leur forte détermination à relever le défi mondial.

RABAH MADJER APPELLE À LA PRUDENCE

Si les succès enregistrés lors des matches de préparation contre les Pays-Bas et la Bolivie ont suscité l'enthousiasme des supporters, Rabah Madjer invite à ne pas céder à l'euphorie.

L'ancienne gloire du football algérien estime que ces résultats encourageants ne doivent en aucun cas conduire à un excès



de confiance. Selon lui, l'Argentine demeure une nation redoutable, capable de faire basculer une rencontre à tout moment grâce à des joueurs de très haut niveau, à commencer par Lionel Messi et plusieurs cadres évoluant dans les plus grands championnats européens.

Madjer rappelle également qu'un match de préparation ne peut être comparé à l'intensité et à la pression d'une rencontre de Coupe du monde.

Pour illustrer son propos, il évoque l'exemple du Mondial 2022, où l'Argentine

avait débuté par une surprenante défaite contre l'Arabie saoudite avant de décrocher finalement le titre mondial.

« L'Algérie possède les qualités nécessaires pour rivaliser avec les meilleures sélections », estime l'ancien Ballon d'Or africain, tout en soulignant que les clés du succès restent l'humilité, la concentration et l'efficacité dans les moments décisifs.

BELLOUMI PRÔNE L'AMBITION ET LA CONFIANCE

De son côté, Lakhdar Belloumi affiche un

discours résolument optimiste. L'ancienne légende des Verts considère que l'Algérie ne doit nourrir aucun complexe face à l'Argentine, malgré le statut de championne du monde de l'Albiceleste.

Pour Belloumi, les grandes nations doivent être respectées, mais jamais craintes. Il appelle les joueurs algériens à croire pleinement en leur potentiel technique et collectif, tout en retrouvant l'état d'esprit conquérant qui avait marqué la génération historique de 1982.

L'ancien meneur de jeu rappelle notamment l'exploit réalisé face à l'Allemagne de l'Ouest lors du Mondial espagnol, une victoire qui demeure gravée dans l'histoire du football algérien.

Son optimisme repose également sur la qualité de l'effectif actuel dirigé par Vladimir Petković, mélange d'expérience et de jeunesse ambitieuse, avec des leaders confirmés comme Riyad Mahrez.

LE GRAND TEST APPROCHE

Entre la prudence de Rabah Madjer et la confiance affichée par Lakhdar Belloumi, un même constat s'impose : le véritable examen commencera face à l'Argentine.

Bien préparés, concentrés et portés par l'espoir de tout un peuple, les hommes de Vladimir Petković savent que leur aventure mondiale se jouera d'abord sur leur capacité à transformer leur potentiel en performances sur le terrain. Le rendez-vous face à l'Argentine donnera ainsi le ton des ambitions algériennes dans ce Mondial 2026.

CR BELOUZDAD

Un nouveau coach et quatre recrues imminents

Le CR Belouizdad accélère sa préparation pour la saison 2026-2027. La direction a annoncé avoir trouvé un accord avec quatre nouveaux joueurs, dont les identités seront dévoilées après la finalisation des démarches administratives et contractuelles.

Sous la supervision du directeur sportif Djaber Naâmoune, le club poursuit son travail de renforcement afin de retrouver les premiers rôles en championnat et sur la scène continentale.

Le dossier du futur entraîneur reste une priorité. Plusieurs profils sont à l'étude et une annonce officielle est attendue dans les prochains jours. Le CRB, troisième du dernier championnat avec 53 points, derrière MC Alger et JS Saoura, prépare également sa feuille de route estivale, incluant le programme de présaison, le stage et la composition de l'effectif.

O. AKBOU

Amrani à la barre technique

Abdelkader Amrani quitte la JS Saoura, qu'il a menée jusqu'à la qualification en Ligue des champions d'Afrique, pour rejoindre officiellement l'Olympique Akbou, engagé dans sa troisième saison en Ligue 1.

Dans un communiqué publié ce samedi sur sa page Facebook, le club akbouicien a annoncé : « L'Olympique Akbou a le plaisir d'annoncer la signature de Abdelkader Amrani en tant qu'entraîneur en chef pour la saison 2026-2027, après finalisation de l'ensemble des démarches administratives. » Les joueurs dirigés par Karim Takka évolueront la saison prochaine au stade des Martyrs d'Akbou, entièrement rénové.

QUALIFICATIONS CAN 2027

Sept stades algériens homologués

La Confédération africaine de football (CAF) a homologué sept stades algériens pour accueillir les rencontres de l'équipe nationale dans le cadre des éliminatoires de la Coupe d'Afrique des nations (CAN) 2027, dont le coup d'envoi est prévu en septembre 2026, a indiqué la Fédération algérienne de football (FAF) sur son site officiel.

Les enceintes retenues sont le stade Miloud-Hadefi d'Oran, le stade du 19-Mai-1956 d'Annaba, le stade Nelson-Mandela de Baraki, le stade du 5-Juillet-1962, le stade Ali-Ammar de Douéra, le stade Chahid-Hamlaoui de Constantine ainsi que le stade Hocine-Aït-Ahmed de Tizi Ouzou.

Versée dans le groupe I, l'Algérie entamera sa campagne qualificative par la réception de la Zambie lors de la première journée, prévue en septembre prochain.

Les Verts enchaîneront ensuite avec un déplacement au



Burundi pour le compte de la deuxième journée. Les deux premières rencontres des éliminatoires se dérouleront entre le 21 septembre et le 6 octobre 2026.

En novembre 2026, les hommes de Vladimir Petkovic disputeront deux nouvelles rencontres. Ils accueilleront d'abord le Togo avant de se

rendre à Lomé pour l'affronter de nouveau lors de la quatrième journée. Ces deux matchs sont programmés entre le 9 et le 17 novembre.

Les deux dernières journées des qualifications se joueront entre le 22 et le 30 mars 2027. L'Algérie se déplacera à Lusaka pour affronter la Zambie avant de clôturer sa campagne à domi-

cile face au Burundi.

Les deux premiers de chaque groupe décrocheront leur billet pour la phase finale de la CAN 2027, qui se déroulera conjointement au Kenya, en Ouganda et en Tanzanie du 19 juin au 17 juillet 2027.

Cette édition marquera une première historique pour la compétition continentale, puisqu'elle sera organisée par trois pays hôtes. Elle signera également le retour de la CAN en Afrique de l'Est après 51 ans d'absence.

Au total, 48 sélections participent aux éliminatoires, y compris les trois pays organisateurs, déjà qualifiés d'office pour la phase finale mais engagés dans la compétition. Réparties en 12 groupes de quatre équipes, elles se disputeront les places qualificatives. Les deux premiers de chaque groupe accéderont à la phase finale, auxquels s'ajoutera une sélection supplémentaire dans chaque groupe comprenant l'un des pays hôtes.

CAN 2026

Le Six national face au défi maghrébin

La sélection algérienne masculine de volley-ball participera aux éliminatoires de la Zone 1 du Championnat d'Afrique des nations, prévues du 26 juin au 3 juillet 2026, avec le Maroc, la

Tunisie et la Libye. Cette phase qualificative déterminera les équipes qui disputeront le tournoi final, prévu du 7 au 21 septembre à Kinshasa. Dans le cadre de sa préparation, les "Verts"

enchaînent les stages, notamment à Jijel puis en Pologne, sous la conduite de Kamel Imloul, afin d'améliorer leur cohésion et leur niveau compétitif. Finaliste lors de la dernière édition en 2023

en Égypte, l'Algérie vise une nouvelle performance de haut niveau, dans une compétition également qualificative pour les Jeux olympiques de Los Angeles 2028.



Page réalisée
par Souiki Sidali



10/10 LE BUZZ EN UNIFORME AVEC LES VERTS

Une vidéo tournée à Kansas City, où séjourne la sélection algérienne dans le cadre du Mondial, circule massivement sur les réseaux sociaux, cumulant plus de 339 000 vues. On y voit un policier local exprimer sa surprise face à l'ambiance festive et à l'enthousiasme des supporters algériens. Dans son témoignage, il raconte avoir échangé avec des membres du staff de la sélection nationale et affirme découvrir, à travers leur présence, une autre dimension du football, qu'il désigne sous le terme « soccer ». En fin d'intervention, il reprend face caméra le slogan emblématique : « One, two, three, viva l'Algérie ! », suscitant un large engouement en ligne. La séquence a été largement saluée par les internautes, qui mettent en avant la spontanéité de l'échange et l'image positive véhiculée par les supporters algériens.

9/10 COLLABORATION SURPRISE

Hakim Liberta a officialisé une collaboration avec Didine Canon 16, une annonce qui a rapidement enflammé les réseaux sociaux et dépassé les 92 000 vues. L'initiative a suscité une vague de réactions positives, de nombreux internautes exprimant leur impatience de découvrir ce projet jugé inédit et prometteur.



8/10 ZLATAN VIRE ISHOWSPEED EN DIRECT



Le streamer américain IShowSpeed a de nouveau fait le buzz sur les réseaux sociaux lors de son passage sur le plateau de FOX Sports, en marge de la Coupe du monde 2026. Invité aux côtés de Zlatan Ibrahimović et de Thierry Henry, il a affiché son admiration pour Cristiano Ronaldo, allant jusqu'à prédire la victoire finale du Portugal. Dans une séquence volontairement légère et humoristique, Zlatan Ibrahimović a réagi avec second degré : il s'est levé pour lui retirer le micro avant de l'accompagner vers la sortie, sous les rires de Thierry Henry. La scène, largement relayée en ligne, a rapidement dépassé les 70 000 réactions. Les internautes saluent un moment de télévision décalé, perçu comme l'un des passages les plus amusants de la couverture du Mondial.

7/10 HÉRITAGE AU MÉRITE CHEZ SHAQ

Shaquille O'Neal a déclaré ne pas vouloir « gâter » ses six enfants. Pour prétendre à une part de sa fortune estimée à 500 millions de dollars, ces derniers devront obtenir trois diplômes universitaires. Fidèle à sa philosophie — « C'est moi qui suis riche, pas nous » — l'ancienne star de la NBA finance leurs études ainsi que leurs projets entrepreneuriaux, à condition qu'ils soient soutenus par de véritables business plans. Il refuse ainsi de leur donner accès à l'argent facile, privilégiant l'autonomie et la responsabilité. Cette approche éducative a été largement relayée en ligne, générant plus de 58 000 vues. Elle suscite des réactions contrastées : certains saluent une méthode axée sur l'exigence et la responsabilisation, tandis que d'autres soulignent le caractère privilégié d'un tel accompagnement, inaccessible à la majorité.

6/10 TRUMP ET LES TARGARYEN ?



Une image montrant Donald Trump en pleine discussion avec deux mystérieux individus aux longs cheveux blanc-platine, vêtus de costumes rouges d'apparat, enflamme les réseaux sociaux. Le cliché, dont l'esthétique rappelle l'univers de House of the Dragon, a rapidement suscité de nombreuses réactions en ligne et généré un fort engouement. Face à ce visuel jugé énigmatique, les interprétations les plus diverses ont émergé. Certains internautes, sur un ton humoristique, y ont vu des personnages issus de la maison Targaryen ou de l'univers de Twilight, tandis que d'autres, dans des cercles complotistes, ont évoqué une supposée rencontre secrète avec des extraterrestres ou des entités fantastiques dissimulées à la Maison-Blanche. En réalité, l'image présenterait toutes les caractéristiques d'un contenu généré par intelligence artificielle, notamment des textures peu naturelles et certaines incohérences visuelles dans le décor. Aucune source officielle ni aucun média reconnu n'a, à ce jour, confirmé l'authenticité de la scène. Devenu viral, ce visuel illustre une nouvelle fois la porosité croissante entre fiction numérique et réalité, avec plus de 30 000 réactions enregistrées sur les réseaux sociaux.

5/10 TRAGÉDIE DU SPIDER-MAN YÉMÉNITE



Le jeune grimpeur Al-Qa'qa' bin Antar, surnommé le « Spider-Man du Yémen », est décédé après une chute dans le cratère volcanique de Haradhat Damt. Connu pour ses ascensions spectaculaires de parois abruptes sans équipement de sécurité, il aurait perdu l'équilibre sous les yeux de plusieurs spectateurs. Les secours ont mis près de 24 heures à récupérer son corps dans des eaux sulfureuses. Ce drame relance le débat sur la précarité qui pousse une partie de la jeunesse à prendre des risques extrêmes afin de produire des contenus viraux et subvenir aux besoins de leurs familles. Avec plus de 11 000 réactions en ligne, les réseaux sociaux oscillent entre émotion et indignation face à la dérive de la quête de visibilité, parfois au détriment de la vie humaine.

4/10 FOOT AUX USA : L'INDIFFÉRENCE ?



Alors qu'ils co-organisent la Coupe du monde 2026, de nombreux Américains semblent encore peu conscients du niveau ou même de la présence de leur sélection nationale, pourtant considérée comme l'une des plus prometteuses de son histoire. Éclipsé par la NBA et le football américain, le « soccer » peine toujours à s'imposer durablement dans le paysage sportif grand public. Portée par Christian Pulisic et dirigée par Mauricio Pochettino, l'équipe des États-Unis affiche néanmoins de réelles ambitions après un début de compétition convaincant. Un contraste persiste entre la progression sportive de la sélection et la faible mobilisation du public local.

La situation, largement commentée en ligne avec plus de 8 000 vues, suscite des réactions partagées : certains internautes étrangers s'étonnent de ce désintérêt dans un pays hôte, tandis que des Américains évoquent notamment le prix élevé des billets pour expliquer cette distance avec la discipline.

3/10 LE DANGER DES BOUTEILLES EN PLASTIQUE



L'APOCE (Association algérienne de protection et d'orientation du consommateur et son environnement) a mis en garde contre les risques liés au stockage et à la consommation d'eau dans des bouteilles en plastique. Dans un communiqué publié samedi, l'organisation s'appuie sur des recherches menées par une université néerlandaise indiquant que des particules de microplastique pourraient migrer dans l'organisme et être détectées dans le sang. Elle souligne que cette exposition pourrait avoir des effets néfastes à long terme sur la santé et recommande de privilégier les bouteilles en verre, jugées plus sûres pour la conservation de l'eau potable. Entre inquiétude sanitaire et prise de conscience écologique, la publication a suscité de nombreuses réactions en ligne, avec plus de 400 interactions, appelant notamment à réduire l'usage du plastique et à adopter des alternatives plus durables.

2/10 HOMMAGE À AKIL

Treize ans après la disparition de Cheb Akil, survenue le 13 juin 2013 dans un accident de la route à Tanger, son souvenir demeure toujours présent auprès de ses admirateurs. Une publication hommage qui lui a été consacrée a suscité un fort engouement en ligne, cumulant près de 400 réactions. Les internautes saluent la singularité de sa voix, la richesse de son héritage musical ainsi que l'impact durable de ses titres, qui continuent de traverser les générations.

1/10 «LES YEUX DE SON PÈRE»

Les images d'une petite fille accompagnant son père malvoyant à chacune de ses prières à la mosquée ont profondément ému les internautes, générant près de 300 réactions empreintes de tendresse. On y voit l'enfant guider son père avec une grande délicatesse, tout en échangeant avec lui quelques mots d'une affection sincère. De nombreux internautes saluent le rôle essentiel qu'elle joue au quotidien, la décrivant comme ses « yeux » et son principal soutien. Une scène à la fois simple et bouleversante, qui met en lumière la force des liens familiaux et la profondeur de l'amour filial.

HYDROCARBURES, INVESTISSEMENTS ET CROISSANCE

L'ALGÉRIE DÉFIE LE RALENTISSEMENT MONDIAL

Alors que la Banque mondiale alerte sur un ralentissement économique dans les pays dépendants de l'énergie, l'Algérie se démarque par sa résilience.

Selon les dernières perspectives économiques pour la région du Moyen-Orient et de l'Afrique du Nord, publiées le 11 juin dernier par la Banque mondiale (BM), la croissance des pays importateurs de pétrole devrait ralentir en raison de la hausse des prix de l'énergie, des perturbations du transport maritime et du tourisme, ainsi que de la baisse des transferts de fonds. Pour autant, l'Algérie semble épargnée par cette tendance. Dans ses dernières perspectives économiques, la Banque mondiale prévoit une hausse des prix des hydrocarbures qui profiterait aux pays exportateurs d'hydrocarbures en Afrique du Nord, dont l'Algérie, avec une croissance estimée à 3,7% pour 2026.

Cependant, la BM prévient qu'une baisse brutale des prix des hydrocarbures, prévue en 2027, «pourrait toutefois affecter les soldes budgétaires» de ces pays si des «mesures de redressement ne sont pas prises à temps», précise le rapport. L'Algérie semble ainsi tirer son épingle du jeu dans un contexte de crise énergétique mondiale qui frappe de nombreux pays producteurs de pétrole. Elle résiste en s'appuyant sur ses réserves gazières massives, estimées à environ 2 500 milliards de m³, ainsi qu'une campagne d'investissements de 60 milliards de dollars (2025-2029) destinée à moderniser ses infrastructures. Cette stratégie repose sur plusieurs piliers. Le pays joue un rôle central dans la sécurité énergétique de l'Europe, notamment à travers la hausse des exportations de gaz naturel liquéfié (GNL) et le maintien des flux par gazoduc vers l'Italie et l'Espagne. Les compagnies pétrolières et gazières, à travers des partenariats internationaux,



renforcent les grands projets d'exploration et de production dans le sud du pays afin d'augmenter la capacité globale d'ici à 2030.

Le mix électrique demeure largement basé sur le thermique (gaz naturel), mais le pays accélère le développement du solaire et de l'hydrogène vert afin de préserver ses ressources et d'anticiper les besoins futurs. Par ailleurs, la Commission européenne a dévoilé une nouvelle stratégie énergétique tournée vers la Méditerranée, dans laquelle l'Algérie occupe une place stratégique. Bruxelles souhaite mobiliser jusqu'à 25 milliards d'euros pour développer les énergies renouvelables dans la région. Dans sa stratégie énergétique pour la Méditerranée, la Commission européenne place l'Algérie parmi les acteurs clés de la transition énergétique, avec l'ambition de transformer le sud du Bassin méditerranéen en une vaste plateforme de production d'élec-

tricité verte. L'initiative, baptisée T-MED, devrait permettre de mobiliser jusqu'à 25 milliards d'euros d'investissements d'ici à 2035. Elle s'inscrit dans un contexte de recherche d'indépendance énergétique et de réduction de la dépendance européenne aux énergies fossiles.

UN PIB À 400 MILLIARDS DE DOLLARS À L'HORIZON 2027

En annonçant un PIB de 400 milliards de dollars à l'horizon 2027, le président Tebboune propulse l'Algérie parmi les économies africaines les plus performantes. Déjà classée quatrième économie du continent, elle pourrait, à terme, viser les deux premières places occupées respectivement par l'Afrique du Sud et le Nigeria.

Le produit intérieur brut (PIB) nominal de l'Algérie pour la fin de l'année 2026 est estimé à environ 317,17 milliards de dollars selon les prévisions macroécono-

miques du FMI. En tenant compte du coût de la vie réel, ce PIB ajusté s'élèverait à plus de 941 milliards de dollars.

Le PIB par habitant est évalué à environ 6 628 dollars par personne d'ici à la fin de l'année en cours. L'IDH de l'Algérie s'est établi à 0,763 en 2025, plaçant le pays parmi les plus développés du continent. L'inflation devrait atteindre 3,3 % en 2026 en raison du conflit au Moyen-Orient, avant de ralentir à 2,6 % en 2027, à mesure que les prix des denrées alimentaires baisseront progressivement.

Le Fonds monétaire international (FMI) prévoit une progression notable de l'économie algérienne dans les prochaines années. Selon ses estimations, le PIB de l'Algérie en parité de pouvoir d'achat atteindra 915 milliards de dollars en 2026, avec une trajectoire ascendante pouvant le porter au-delà des 1 000 milliards de dollars d'ici à 2029, confirmant le positionnement du pays parmi les quatre plus grandes économies du continent africain.

Ce critère de la parité de pouvoir d'achat (PPA) est un indicateur économique permettant de comparer plus justement les économies entre pays. Il repose sur l'analyse des différences de niveaux de prix, en tenant compte du coût de la vie ainsi que des biens et services. Ce mécanisme offre ainsi une évaluation plus fidèle de la richesse réelle d'un pays et de sa capacité de production et de consommation, indépendamment des variations des taux de change. Au niveau mondial, l'Algérie devrait se classer au 39e rang en 2026 selon cet indicateur, gagnant une place par rapport à 2025, où elle occupait la 40e position.

H. A.

LUTTE CONTRE LE CANCER

Coopération renforcée entre l'Algérie et le CIRC

Le ministre de la Santé, Mohamed Seddik Aït Messaoudene, a reçu la directrice du Centre international de recherche sur le cancer (CIRC), relevant de l'Organisation mondiale de la santé (OMS), Elizabete Weiderpass, a indiqué, hier, un communiqué du ministère de la Santé.

Les deux parties ont examiné les voies et moyens de renforcer la coopération bilatérale dans le domaine de la lutte contre le cancer, notamment en matière de recherche scientifique, de prévention et de prise en charge des patients.

À cette occasion, le ministre a salué le rôle du CIRC dans le soutien aux efforts internationaux de lutte contre le cancer et le développement de la recherche scientifique. Il a également présenté les principales réformes engagées dans le secteur de la santé, en particulier la modernisation des systèmes d'information et la numérisation. Aït Messaoudène a insisté



sur l'importance de généraliser le dossier médical électronique et l'identifiant national de santé, afin de garantir des données fiables et d'améliorer la qualité de la prise en charge. Il a rappelé que la recherche scientifique et clinique constitue un axe central de la stratégie

nationale de lutte contre le cancer 2025-2035. Le ministre a également mis en avant le rôle de la santé de proximité dans la prévention et le dépistage précoce, à travers le renforcement des soins de santé primaires et des campagnes de sensibilisation. Les discussions ont porté

sur le développement de la recherche clinique, des registres du cancer, ainsi que sur la préparation d'une feuille de route pour le dépistage précoce et la vaccination contre le papillomavirus humain (HPV), prévue pour la période 2026-2027. Les deux parties ont également évoqué les perspectives d'adhésion de l'Algérie au CIRC afin de renforcer la coopération scientifique.

De son côté, Weiderpass a salué les efforts de l'Algérie dans le développement de son système de santé, notamment en matière de prévention et de santé de proximité. Elle a réaffirmé la disponibilité du CIRC à accompagner l'Algérie à travers un appui scientifique, la formation des chercheurs et le développement de partenariats internationaux.

Les deux parties ont réitéré leur volonté de renforcer la coopération et de promouvoir la recherche et l'innovation dans le domaine de la lutte contre le cancer.

NOUVEL AN DE L'HÉGIRE

Journée chômée et payée

La journée du 1er Moharam, marquant le nouvel an de l'Hégire 1447 sera chômée et payée pour l'ensemble des travailleurs, a indiqué hier le ministère du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité sociale, conjointement avec la Direction générale de la Fonction publique.

Dans un communiqué, les deux instances précisent que cette disposition s'inscrit dans le cadre de la loi 63-278 du 26 juillet 1963, modifiée et complétée, fixant la liste des fêtes légales. La journée du 1er Moharam 1448 de l'Hégire est ainsi déclarée chômée et payée pour l'ensemble des personnels des institutions et administrations publiques, des établissements et offices publics et privés, ainsi que pour les travailleurs des entreprises publiques et privées, tous secteurs et statuts juridiques confondus, y compris les personnels rémunérés à l'heure ou à la journée.

Le communiqué souligne, toutefois, que les institutions, administrations, établissements, offices et entreprises concernés sont tenus de prendre les mesures nécessaires afin d'assurer la continuité des services organisés en mode de travail posté.

Félicitations

La famille Tareb adresse ses plus sincères félicitations à ses chers enfants, Rayane et Wissam, pour leur brillante réussite à l'examen du Brevet d'enseignement moyen (BEM). Cette belle distinction est le fruit de leur sérieux, de leur persévérance et des efforts constants fournis tout au long de l'année.

«Nous leur souhaitons un parcours encore plus riche en succès, en accomplissements et en épanouissement. Que cette réussite soit le début d'un avenir prometteur, rempli d'ambition, de savoir et de belles réalisations.»

«Bravo à eux, ainsi qu'à tous ceux qui les ont soutenus dans cette réussite.»